

Banque HSBC Canada

Rapport intermédiaire du premier trimestre de 2020

Performance de la Banque HSBC pour le premier trimestre de 2020

Au 31 mars 2020 et pour le trimestre clos à cette date

Total du résultat d'exploitation		Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat		Bénéfice attribuable à l'actionnaire ordinaire	
546 M\$	↑ 0,2 %	79 M\$	↓ 66 %	54 M\$	↓ 66 %
(545 M\$ en 2019)		(229 M\$ en 2019)		(158 M\$ en 2019)	
Total de l'actif		Ratio des capitaux propres de catégorie 1 ¹		Rendement des capitaux propres moyens attribuables à l'actionnaire ordinaire ¹	
125,5 G\$	↑ 18 %	12,0 %	↑ 70 pb	4,1 %	↓ 920 pb
(106,6 G\$ au 31 déc. 2019)		(11,3 % au 31 déc. 2019)		(13,3 % au 31 mars 2019)	

Comparaison du trimestre clos le 31 mars 2020 et de la période correspondante de l'exercice précédent.

La Banque HSBC Canada a affiché un résultat d'exploitation de 546 M\$ pour le trimestre, ce qui signale une hausse de 1 M\$, ou 0,2 %. Poursuivant sur la lancée amorcée l'exercice précédent, nous avons continué d'élargir nos activités et de consolider nos liens avec nos clients existants, et ce, surtout dans le cas des secteurs des services aux entreprises et des services bancaires de détail et gestion de patrimoine, secteurs dont le total du résultat d'exploitation s'est renforcé de 11 M\$, ou 4,5 %, et de 9 M\$, ou 4,9 %, respectivement. La montée des produits de commissions nets est le principal facteur à l'origine de ces résultats.

Cependant, à partir de mars, la chute des prix du pétrole et les réductions de taux par les banques centrales en lien avec la COVID-19 ont influé négativement sur le résultat d'exploitation et sur les pertes de crédit attendues. Les baisses des produits d'intérêts nets ont été atténuées par l'accroissement des prêts et des dépôts. Le résultat d'exploitation du secteur des services bancaires internationaux et marchés a également été touché puisque les variations défavorables des évaluations du crédit et du financement n'ont été que partiellement annulées par la vigueur des activités de négociation et de vente de l'unité Marchés.

La variation des pertes de crédit attendues pour le trimestre a consisté en une charge de 140 M\$ imputable à la dégradation des scénarios économiques prospectifs en lien avec la COVID-19 et aux pertes de valeur liées aux prêts non productifs dans le secteur de l'énergie à cause du recul des prix du pétrole. En comparaison, une reprise de 12 M\$ avait été constatée un an plus tôt.

Le total des charges d'exploitation s'est allégé de 1 M\$, ou 0,3 %, pour le trimestre, car nous gérons nos coûts avec soin tout en effectuant des investissements stratégiques afin de croître nos secteurs d'activité, simplifier nos processus et offrir les services numériques que nos clients demandent.

Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat s'est comprimé de 150 M\$, ou 66 %, pour le trimestre. Ce fléchissement provient principalement de la variation des pertes de crédit attendues et du recul du résultat d'exploitation imputables aux répercussions de la COVID-19, ce qui a été atténué par l'amélioration continue du résultat d'exploitation des secteurs des services aux entreprises et des services bancaires de détail et gestion de patrimoine et par la vigueur des activités de négociation et de vente de l'unité Marchés.

En guise de commentaire sur les résultats, Sandra Stuart, présidente et chef de la direction de la Banque HSBC Canada, a fait la déclaration suivante :

« Bien que nos secteurs d'activité aient tous démarré l'exercice en force, leurs résultats ont été touchés par divers facteurs économiques au cours du trimestre. Les interruptions du transport ferroviaire ont grandement perturbé les chaînes d'approvisionnement nationales. Par la suite, des mesures sans précédent ont été prises à l'échelle planétaire pour ralentir la propagation de la COVID-19 et les prix du pétrole se sont effondrés. Combinés aux réductions de taux par la Banque du Canada, ces événements ont entraîné une augmentation des pertes de valeur et un rétrécissement des marges, ce qui a affaibli le bénéfice.

Nous avons renforcé notre position en matière de capital et de liquidité de sorte à pouvoir aider nos clients à surmonter les problèmes économiques que pose la lutte que, tous ensemble, nous menons pour contrôler l'épidémie de COVID-19. Nous leur offrons désormais des mesures d'allègement sur le plan du crédit et d'autres types d'aide, et nous participons activement aux programmes gouvernementaux destinés à soutenir l'économie. Les services bancaires étant essentiels, nos succursales sont ouvertes et chacun de nos canaux numériques fonctionne à un rythme plus soutenu afin d'assurer que nos clients aient accès à nos services bancaires en ces temps critiques. Nous avons également fait un don de 500 000 \$ à Banques alimentaires Canada, au Club des petits déjeuners du Canada et à Centraide afin d'aider les plus vulnérables de notre société.

Je suis extrêmement fier de la résilience de notre personnel et de l'énergie qu'il déploie pour soutenir nos clients. Je suis impressionnée par les efforts des membres de l'équipe de la HSBC tout comme j'éprouve une immense reconnaissance envers les travailleurs de la santé et tous ceux qui fournissent des services essentiels. Nous continuerons de jouer notre rôle face à la COVID-19 et de contribuer à la reprise et je sais, qu'ensemble, nous surmonterons cette épreuve. »

¹ Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « Utilisation de mesures financières non conformes aux IFRS » figurant dans le rapport de gestion pour une description des mesures financières non conformes aux IFRS.

Nos secteurs d'activité mondiaux¹

Notre modèle d'exploitation s'articule autour de trois secteurs d'activité mondiaux et d'un centre général qui bénéficient du soutien de la division Opérations, services et technologie de la HSBC et de 11 fonctions mondiales.

Services aux entreprises (« SE »)

Nous offrons aux entreprises clientes des produits et services bancaires afin de les aider à mener leurs activités et à croître. Notre clientèle hautement diversifiée va des petites entreprises aux grandes sociétés internationales.

Services bancaires internationaux et marchés (« SBIM »)

Nous fournissons des produits et services financiers aux grandes sociétés, aux administrations publiques et aux institutions. Nos nombreux produits et solutions peuvent être regroupés et personnalisés afin de répondre aux objectifs spécifiques des clients, et ce, qu'il s'agisse de la mobilisation de capitaux sur les marchés primaires des titres de créance et des actions, du commerce international ou du financement des comptes clients.

Services bancaires de détail et gestion de patrimoine

Nous offrons à tous les Canadiens une gamme complète et hautement concurrentielle de produits et services bancaires afin de les aider à gérer leurs finances, à acheter leur habitation, à économiser et à investir en vue de l'avenir. Ce secteur offre aussi un volet international avec une vaste gamme de produits de placement mondiaux et d'autres services spécialisés.

Au 31 mars 2020 et pour le trimestre clos à cette date

Total du résultat d'exploitation

255 M\$	↑ 4,5 %	63 M\$	↓ 21 %	193 M\$	↑ 4,9 %
(244 M\$ en 2019)		(80 M\$ en 2019)		(184 M\$ en 2019)	

Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat

37 M\$	↓ 76 %	7 M\$	↓ 82 %	17 M\$	↑ 143 %
(157 M\$ en 2019)		(39 M\$ en 2019)		(7 M\$ en 2019)	

Actifs des clients²

31,5 G\$	↑ 4,1 %	6,9 G\$	↑ 22 %	29,7 G\$	↑ 0,7 %
(30,2 G\$ au 31 déc. 2019)		(5,7 G\$ au 31 déc. 2019)		(29,5 G\$ au 31 déc. 2019)	

¹ Nous gérons nos activités et en déclarons les résultats en fonction de trois secteurs d'activité mondiaux. Les résultats consolidés de la Banque HSBC Canada présentés à la page précédente englobent également ceux du centre général (voir la section du rapport de gestion qui en traite pour obtenir de plus amples renseignements à ce sujet). Les résultats correspondants du centre général sont les suivants : total du résultat d'exploitation – 35 M\$ pour le trimestre (37 M\$ pour le trimestre en 2019), bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat – 18 M\$ pour le trimestre (26 M\$ pour le trimestre en 2019) et actifs des clients – néant (néant en 2019).

² Les actifs des clients comprennent les prêts et avances à des clients et les engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

Principaux prix et distinctions

Meilleure banque pour le financement du commerce international ET meilleure banque pour la qualité des services au Canada

Euromoney (2019-2020)

Meilleure banque pour le commerce international au monde, chef de file mondial en matière de financement du commerce international dans 21 marchés distincts, y compris en Afrique, en Asie-Pacifique, au Moyen-Orient et en Amérique du Nord

Euromoney (2019-2020)

Table des matières du rapport intermédiaire

En bref	1
Rapport de gestion	3
États financiers consolidés	39
Notes annexes	44
Renseignements à l'intention des actionnaires	52

Table des matières du rapport de gestion

	Page
Base d'établissement	3
Mise en garde concernant les énoncés prospectifs	3
À propos de la HSBC	4
Répercussions de la COVID-19 et notre réaction	4
Utilisation de mesures financières non conformes aux IFRS	5
Faits saillants financiers	6
Performance financière	7
Évolution de la situation financière	10
Secteurs d'activité mondiaux	11
Sommaire de la performance trimestrielle	14
Survol et perspectives économiques	15
Faits nouveaux en matière de réglementation	17
Questions comptables	18
Arrangements hors bilan	19
Instruments financiers	19
Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière	19
Transactions avec des parties liées	19
Risques	19
Capital	36
Actions en circulation et dividendes	38

Base d'établissement

La Banque HSBC Canada, ainsi que ses filiales (collectivement, la « banque », « nous », « notre »), est une filiale en propriété exclusive indirecte de HSBC Holdings plc (« HSBC Holdings »). Dans le présent rapport de gestion, le Groupe HSBC Holdings est désigné comme le « Groupe HSBC » ou le « Groupe ».

Le présent rapport de gestion a pour but de permettre aux lecteurs d'évaluer notre situation financière et nos résultats d'exploitation du trimestre clos le 31 mars 2020, en comparaison avec ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Ce rapport de gestion devrait être lu à la lumière de nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et des notes annexes du trimestre clos le 31 mars 2020 (les « états financiers consolidés ») ainsi que du *Rapport et états financiers annuels 2019*. Ce rapport de gestion est daté du 24 avril 2020, date à laquelle notre conseil d'administration a approuvé les états financiers consolidés et le rapport de gestion. Les « notes » dont il est question tout au long de ce rapport de gestion renvoient aux notes annexes des états financiers consolidés du trimestre clos le 31 mars 2020.

La banque a établi ses états financiers consolidés selon la Norme comptable internationale (« IAS ») 34 *Information financière intermédiaire* qu'a publiée l'International Accounting Standards Board (« l'IASB »), et ces états devraient être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités de 2019 de la banque. Ces derniers ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») et en tenant compte des notes d'orientation concernant la comptabilité publiées par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (le « BSIF »), comme l'exige le paragraphe 308(4) de la *Loi sur les banques*. Certaines sections du présent rapport de gestion, soit celles marquées d'un astérisque (*), font partie intégrante des états financiers consolidés ci-joints. Les abréviations « M\$ » et « G\$ » signifient millions et milliards de dollars canadiens, respectivement. À moins d'indication contraire, tous les montants des tableaux sont exprimés en millions de dollars.

Nos documents d'information continue, dont les documents intermédiaires et annuels que nous déposons, sont disponibles par voie d'un lien sur le site de la banque, au www.hsbc.ca. Ces documents ainsi que la notice annuelle de la banque peuvent également être consultés sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au www.sedar.com. Il est possible d'obtenir tous les renseignements sur les activités et les résultats financiers de HSBC Holdings et du Groupe HSBC, ce qui englobe la Banque HSBC Canada, de même que toutes les informations destinées aux investisseurs, dont des exemplaires du *Rapport et états financiers annuels 2019* de HSBC Holdings, sur le site www.hsbc.com. Les informations figurant sur ces sites ou qui sont accessibles par leur intermédiaire ne font pas partie intégrante du présent rapport.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent document renferme des informations prospectives, dont des énoncés concernant les activités et projets futurs de la banque. Ces énoncés se caractérisent par le fait qu'ils ne reposent pas strictement sur des données ou événements passés ou en cours. Des énoncés prospectifs renferment souvent des termes ou expressions comme « prévoir », « estimer », « s'attendre à », « projeter », « avoir l'intention de », « planifier » et « croire », ainsi que des mots ou expressions similaires qui sont employés pour décrire le rendement financier ou opérationnel à venir. De par leur nature même, ces énoncés nous obligent à poser plusieurs hypothèses et sont assujettis à divers risques et incertitudes qui leur sont inhérents et qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux envisagés dans les énoncés prospectifs. Nous prions le lecteur de ne pas se fier indûment à ces énoncés puisque de nombreux facteurs de risque pourraient donner lieu à des résultats réels nettement différents des attentes exprimées par les énoncés. Dans le rapport de gestion figurant dans le *Rapport et états financiers annuels 2019*, la rubrique « Gestion des risques » décrit les principaux risques auxquels la banque est exposée, risques qui, s'ils ne sont pas gérés comme il se doit, pourraient influencer grandement sur ses résultats financiers à venir. Ces risques comprennent les risques de crédit, de liquidité et de financement ainsi que de marché, le risque lié à la résilience, le risque de non-conformité à la réglementation, le risque lié aux crimes financiers, le risque lié aux modèles et le risque lié à la caisse de retraite. Les autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent nettement des attentes exprimées par les énoncés prospectifs comprennent la conjoncture économique dans son ensemble et les conditions de marché, les politiques budgétaires et monétaires, les modifications des lois, de la réglementation et de l'approche de supervision, le degré de concurrence et les technologies de rupture, les modifications de nos notations de crédit, le risque lié aux changements climatiques, la transition visant les TIO, les changements touchant les normes comptables, les changements de taux d'imposition, de lois et règlements fiscaux et leur interprétation par les autorités fiscales, notre capacité de recruter, de perfectionner et de retenir du personnel clé, le risque de fraude de la part d'employés ou d'autres parties, les transactions non autorisées et réalisées par le personnel et l'erreur humaine. Malgré les plans d'urgence que nous avons instaurés afin d'assurer notre résilience advenant des perturbations opérationnelles à la fois prolongées et majeures, notre capacité d'exercer nos activités pourrait souffrir d'une défaillance dans les infrastructures qui soutiennent nos activités et les collectivités avec lesquelles nous faisons des affaires, incluant, sans toutefois

s'y limiter, une défaillance provoquée par une urgence de santé publique, une catastrophe écologique ou un acte terroriste. La rubrique « Facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » du *Rapport et états financiers annuels 2019* renferme une description de ces facteurs de risque. Nous tenons à aviser le lecteur que la liste des facteurs de risque présentée ci-dessus n'est pas exhaustive et qu'il se peut que d'autres incertitudes et facteurs éventuels non mentionnés aux présentes nuisent à nos résultats et à notre situation financière. Tout énoncé prospectif paraissant dans ce document n'est valable qu'en date de celui-ci. Nous ne nous engageons nullement à réviser, à mettre à jour ou à modifier les énoncés prospectifs en raison de nouvelles informations, d'événements ultérieurs ou d'autres circonstances, et nous déclinons expressément toute obligation de le faire, sauf dans la mesure où les lois pertinentes sur les valeurs mobilières nous y contraignent.

À propos de la HSBC

La Banque HSBC Canada est le chef de file des banques internationales au pays. Nous aidons des entreprises et des particuliers partout au Canada à faire des affaires et à gérer leurs finances au pays et à l'échelle mondiale par l'entremise de trois secteurs d'activité mondiaux, soit les services aux entreprises, les services bancaires internationaux et marchés et les services bancaires de détail et gestion de patrimoine. Aucune autre banque internationale n'est aussi présente que nous sur le marché canadien, et aucune autre banque canadienne ne possède notre présence internationale.

Le Canada contribue grandement à la stratégie de croissance du Groupe HSBC et joue un rôle clé dans les efforts que celui-ci déploie pour seconder ses clients et favoriser leur croissance, tirant ainsi parti de sa présence dans tous les grands corridors commerciaux, dont ceux en Amérique du Nord, ce qui englobe les États-Unis et le Mexique, et ceux de la Chine.

Le siège social de HSBC Holdings plc, société mère du Groupe HSBC, est situé à Londres. Le Groupe HSBC-ci sert des clients du monde entier à partir de ses bureaux répartis dans 64 pays et territoires en Europe, en Asie, dans les Amériques, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Avec des actifs totalisant 2 918 G\$ US au 31 mars 2020, il est l'un des plus importants groupes de services bancaires et financiers au monde.

Tout au long de notre existence, nous avons toujours cherché à être là où se trouve la croissance, accompagnant nos clients pour qu'ils saisissent les occasions, contribuant à l'essor des entreprises et à la prospérité économique et aidant les gens à concrétiser leurs aspirations et à réaliser leurs rêves et leurs ambitions.

Les actions de HSBC Holdings sont inscrites à la cote des bourses de Londres, de Hong Kong, de New York, de Paris et des Bermudes. Elles sont négociées à la Bourse de New York sous forme de certificats américains d'actions étrangères.

Répercussions de la COVID-19 et notre réaction

La propagation de la COVID-19, considérée par l'Organisation mondiale de la santé comme une pandémie, a eu et continue d'avoir de lourdes conséquences pour les gens, les entreprises, les collectivités et les économies partout dans le monde. Notre priorité demeure la sécurité de nos employés et de nos clients. Par ailleurs, de nombreux facteurs inhérents à cette épidémie et son incidence sur l'économie mondiale pourraient nuire fortement aux institutions financières telles que la Banque HSBC Canada.

Au pays, les gouvernements fédéral et provinciaux ont restreint les déplacements de la population et l'interaction sociale à compter de mars, ce qui a eu des répercussions majeures sur l'activité économique. Il demeure impossible de prévoir pendant combien de temps ces restrictions seront imposées ou quels changements y seront apportés en 2020, et nous continuons de surveiller de près l'évolution de la situation. La Banque du Canada ainsi que les gouvernements fédéral et provinciaux ont mis sur pied de nombreux programmes afin d'offrir un soutien financier aux secteurs de l'économie les plus touchés par l'écllosion de la COVID-19. La portée réelle de ces programmes d'aide, leur mode de fonctionnement et leurs conséquences pour nos clients et pour la banque continuent d'évoluer. Nous entendons jouer notre rôle dans la reprise économique au pays. Nous participons activement à ces programmes et aidons nos clients à s'en prévaloir lorsque cela convient. Pour nous, il est très important de soutenir nos clients qui pourraient éprouver des difficultés financières dans ces circonstances sans précédent, et tous nos secteurs d'activité sont à pied d'œuvre afin de leur offrir des solutions flexibles.

Au Canada, les services bancaires sont considérés comme des services essentiels, et le 16 mars 2020, nous avons mis en œuvre notre plan de continuité des opérations, plan par ailleurs bien rodé, afin d'assurer le maintien des services aux clients de tous nos secteurs d'activité. L'expérience que des établissements de la HSBC ailleurs dans le monde avaient déjà acquise en lien avec la COVID-19 a renforcé notre résilience. Cherchant à réduire le risque et à limiter l'étendue et les répercussions de cette crise sanitaire publique, 93 % de notre personnel hors succursales travaille désormais depuis la maison grâce à de nouvelles solutions technologiques, ce qui inclut des employés de diverses fonctions qui n'avaient pas déjà le matériel pour le faire. Afin de réduire le stress supplémentaire que créent, chez notre personnel, l'isolement dans de telles circonstances et un mode de travail pour le moins inusité, nous avons grandement accru nos outils de soutien au mieux-être, qu'il s'agisse notamment de santé mentale ou de sensibilisation, afin que nos employés puissent obtenir l'aide dont ils pourraient avoir besoin. S'ils se doivent d'être sur place pour s'acquitter de fonctions critiques, nous mettons tout en œuvre pour assurer la distanciation sociale et avons adopté diverses mesures de précaution, dont un nettoyage accru dans tous les emplacements, des écrans protecteurs en acrylique, la réduction des heures d'ouverture des succursales ainsi que des procédés de contrôle et de surveillance à l'entrée des clients. Nous nous assurons que nos emplacements répondent aux exigences, lesquelles évoluent sans cesse, mais nous nous efforçons aussi de composer avec l'utilisation nettement accrue que font nos clients de tous nos canaux numériques et de nos centres d'appels. Nous communiquons régulièrement avec nos clients, qu'il s'agisse de particuliers, d'entreprises ou de grandes sociétés, afin de les informer de nos programmes de services et de les aider à gérer la

situation. Enfin, en réaction à la COVID-19, nous avons également fait un don de 500 000 \$ à Banques alimentaires Canada, au Club des petits déjeuners du Canada et à Centraide, ciblant les besoins qui se sont manifestés presque immédiatement, dont ceux relevant de l'insécurité alimentaire, afin d'aider les plus vulnérables de notre société.

Nous avons également pris en compte l'impact de cette crise sur le risque lié aux crimes financiers et sur la conformité à la réglementation. Ainsi, durant cette période fort difficile, la banque ne relâche pas sa vigilance à l'égard de ses contrôles des risques puisque, dans de telles circonstances, les activités malveillantes, telles les cyberattaques et les fraudes, ont tendance à augmenter.

La hausse des pertes de crédit attendues, hausse qui a découlé essentiellement de la dégradation des scénarios économiques prospectifs ayant servi à calculer ces pertes, a été l'une des premières conséquences financières que nous avons subies au premier trimestre de 2020. Cette hausse est décrite plus en détail à la section « Risque de crédit », page 19, du présent rapport de gestion. Si l'épidémie de COVID-19 continue de perturber l'activité économique mondiale tout au long de 2020, elle pourrait avoir d'autres répercussions négatives pour la Banque HSBC Canada, y compris de nouvelles augmentations des pertes de crédit attendues. Le recul continu des taux d'intérêt pourrait affaiblir les produits d'intérêts nets. Parmi les autres risques potentiels, citons la migration des notations de crédit des clients, ce qui pourrait peser sur nos actifs pondérés en fonction des risques et sur notre position en matière de capital, et l'accroissement des besoins en liquidités chez notre clientèle.

Nous sommes parfaitement en mesure de gérer ces risques. La banque a haussé ses niveaux de fonds propres et de liquidité. Par conséquent, son ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1 était de 12 % au 31 mars 2020, contre 11,3 % au 31 décembre 2019, et son ratio de liquidité à court terme du trimestre clos le 31 mars 2020 se situait à 156 %, par rapport à 140 % pour celui clos le 31 décembre 2019. Ces ratios sont nettement supérieurs aux ratios minimums que la réglementation nous impose, et nous continuerons de les gérer avec soin tout au long de la pandémie de COVID-19.

La Banque HSBC Canada fait partie de l'un des plus grands groupes bancaires au monde. Le Canada est un marché international clé pour la HSBC, les actifs totalisant 125 G\$ au pays et 2 918 G\$ US à l'échelle mondiale au 31 mars 2020. La position de la HSBC en matière de capital, de financement et de liquidité est excellente, et c'est avec ardeur que nous continuerons de soutenir l'économie canadienne, notre clientèle et la population en général.

Utilisation de mesures financières non conformes aux IFRS

Pour évaluer sa performance, la banque utilise notamment des mesures financières dérivées des résultats qu'elle publie. Or, ces mesures ne sont ni présentées dans les états financiers consolidés ni définies aux termes des IFRS. Elles sont considérées comme non conformes aux IFRS; il est donc improbable qu'elles soient comparables à des mesures semblables présentées par d'autres entreprises. Les mesures

financières non conformes aux IFRS suivantes comprennent les soldes moyens, et les chiffres annualisés de l'état du résultat net, tel qu'il est indiqué, sont utilisés tout au long du présent document.

Le **rendement des capitaux propres moyens attribuables à l'actionnaire ordinaire** correspond au bénéfice attribuable à l'actionnaire ordinaire annualisé de la période divisé par la moyenne¹ des capitaux propres ordinaires.

Le **rendement de la moyenne des actifs pondérés en fonction des risques** correspond au bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat annualisé de la période divisé par la moyenne¹ des actifs pondérés en fonction des risques.

Le **levier d'exploitation/effet ciseau** s'entend de l'écart entre le taux de variation du résultat d'exploitation et celui des charges d'exploitation.

La **marge d'intérêts nette** désigne les produits d'intérêts nets exprimés en pourcentage annualisé de la moyenne¹ des actifs productifs d'intérêts.

La **variation des pertes de crédit attendues en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations** s'entend de la variation des pertes de crédit attendues² annualisée et exprimée en pourcentage de la moyenne¹ du montant brut des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

La **variation des pertes de crédit attendues sur les prêts et avances et les acceptations de stade 3 en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations** s'entend de la variation des pertes de crédit attendues² annualisée sur les actifs de stade 3 et exprimée en pourcentage de la moyenne¹ du montant brut des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

Le **total de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues de stade 3 en pourcentage du montant brut des prêts et avances et des acceptations de stade 3** s'entend du total de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues² sur les prêts et avances à des clients et les engagements de clients en contrepartie d'acceptations de stade 3 exprimé en pourcentage des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations de stade 3.

Les **sorties du bilan nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et avances à des clients et des acceptations** correspondent aux sorties du bilan nettes annualisées et exprimées en pourcentage de la moyenne¹ du montant net des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

La mesure financière supplémentaire qui suit, laquelle est établie à partir des chiffres calculés selon les IFRS, est utilisée tout au long du présent document.

Le **ratio d'efficience** correspond au total des charges d'exploitation exprimé en pourcentage du total du résultat d'exploitation.

- ¹ La marge d'intérêts nette est calculée à l'aide des soldes moyens quotidiens. Toutes les autres mesures financières mettent en jeu des soldes moyens qui sont établis à l'aide des soldes à la clôture du trimestre.
- ² La variation des pertes de crédit attendues a essentiellement trait aux prêts, aux acceptations et aux engagements.

Faits saillants financiers

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Notes	Trimestre clos le	
		31 mars 2020	31 mars 2019
Performance financière de la période			
Total du résultat d'exploitation		546	545
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat		79	229
Bénéfice attribuable à l'actionnaire ordinaire		54	158
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise		(140)	12
Charges d'exploitation		(327)	(328)
Bénéfice de base et dilué par action ordinaire (\$)		0,11	0,32
Mesures financières (%)			
Rendement des capitaux propres moyens attribuables à l'actionnaire ordinaire	1	4,1	13,3
Rendement de la moyenne des actifs pondérés en fonction des risques	2	0,7	2,3
Ratio d'efficience		59,9	60,2
Levier d'exploitation/effet ciseau		0,5	(2,4)
Marge d'intérêts nette		1,33	1,46
Variation des pertes de crédit attendues en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations	3	0,84	s. o.
Variation des pertes de crédit attendues sur les prêts et avances et les acceptations de stade 3 en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations	3	0,21	—
Total de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues de stade 3 en pourcentage du montant brut des prêts et avances à des clients et des acceptations de stade 3		39,5	32,6
Sorties du bilan nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et avances et des acceptations		0,11	0,11
Situation financière à la clôture de la période			
Total de l'actif		125 474	106 571
Prêts et avances à des clients		63 644	61 922
Comptes des clients		65 451	62 889
Ratio des prêts et avances à des clients en pourcentage des comptes des clients (%)	1	97,2	98,5
Capitaux propres attribuables à l'actionnaire ordinaire		5 512	5 009
Mesures financières non conformes aux IFRS qui concernent le capital, le levier et la liquidité			
Ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1 (%)	2	12,0	11,3
Ratio du capital de catégorie 1 (%)		14,5	13,9
Ratio du capital total (%)		16,9	16,4
Ratio de levier (%)		5,0	4,9
Actifs pondérés en fonction des risques (M\$)		43 128	42 080
Ratio de liquidité à court terme (%)		156	140

1 Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « Utilisation de mesures financières non conformes aux IFRS » figurant dans le présent document pour une description des mesures financières non conformes aux IFRS.

2 La banque évalue l'adéquation de ses fonds propres en fonction de normes issues des lignes directrices émises par le BSIF conformément au cadre d'adéquation des fonds propres de Bâle III.

3 La mention « s. o. » est indiquée lorsque la banque est en position de reprise nette, ce qui donne lieu à un ratio négatif.

Performance financière

Sommaire de l'état consolidé du résultat net

	Trimestre clos le	
	31 mars 2020	31 mars 2019
	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	318	323
Produits de commissions nets	178	156
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	26	48
Autres éléments de produits	24	18
Total du résultat d'exploitation	546	545
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit (charge)/reprise	(140)	12
Résultat d'exploitation net	406	557
Total des charges d'exploitation	(327)	(328)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	79	229
Charge d'impôt sur le résultat	(13)	(62)
Bénéfice de la période	66	167

Performance par élément de produits et de charges

Comparaison du trimestre clos le 31 mars 2020 et de la période correspondante de l'exercice précédent.

Produits d'intérêts nets

Les produits d'intérêts nets ont diminué de 5 M\$, ou 1,5 %, pour le trimestre, ce qui a découlé de la hausse des charges engagées

pour financer la croissance des soldes des prêts ainsi que du recul de l'apport provenant des activités de gestion du bilan.

Sommaire des produits d'intérêts par type d'actif

	Trimestre clos le						
	31 mars 2020			31 mars 2019			
	Solde moyen	Produits d'intérêts	Taux de rendement	Solde moyen	Produits d'intérêts	Taux de rendement	
Note	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%	
Fonds à court terme et prêts et avances à des banques	1 205	1	0,45	852	2	0,78	
Prêts et avances à des clients	62 020	524	3,39	55 309	511	3,75	
Prises en pension à des fins autres que de transaction	7 689	39	2,05	6 524	36	2,21	
Placements financiers	23 999	101	1,69	24 662	128	2,11	
Autres actifs productifs d'intérêts	1 129	3	1,01	639	3	2,21	
Total des actifs productifs d'intérêts (A)	96 042	668	2,82	87 986	680	3,14	
Actifs détenus à des fins de transaction et actifs financiers désignés comme étant à la juste valeur	1	4 042	16	1,55	4 787	25	2,08
Actifs non productifs d'intérêts		12 006	—		11 968	—	—
Total		112 090	684	2,47	104 741	705	2,73

¹ Les produits et charges d'intérêts sur les actifs et passifs détenus à des fins de transaction sont présentés dans les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction figurant à l'état consolidé du résultat net.

Sommaire des charges d'intérêts par type de passif et capitaux propres

	Notes	Trimestre clos le					
		31 mars 2020			31 mars 2019		
		Solde moyen	Charges d'intérêts	Coût	Solde moyen	Charges d'intérêts	Coût
		M\$	M\$	%	M\$	M\$	%
Dépôts effectués par des banques	2	1 614	1	0,18	865	—	0,23
Comptes des clients	3	56 763	195	1,38	53 135	199	1,52
Mises en pension à des fins autres que de transaction		8 695	38	1,77	7 952	41	2,09
Titres de créance émis et créances subordonnées		16 110	100	2,48	14 768	102	2,79
Autres passifs portant intérêt		2 215	16	2,89	2 128	15	2,93
Total des passifs portant intérêt (B)		85 397	350	1,66	78 848	357	1,84
Passifs détenus à des fins de transaction	1	2 529	9	1,47	2 210	11	1,96
Comptes courants ne portant pas intérêt		5 704	—	—	5 993	—	—
Total des capitaux propres et des autres passifs ne portant pas intérêt		18 460	—	—	17 690	—	—
Total		112 090	359	1,30	104 741	368	1,42
Produits d'intérêts nets (A-B)			318			323	

1 Les produits et charges d'intérêts sur les actifs et passifs détenus à des fins de transaction sont présentés dans les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction figurant à l'état consolidé du résultat net.

2 N'incluent que les dépôts effectués par des banques portant intérêt.

3 N'incluent que les comptes des clients portant intérêt.

Produits de commissions nets

	Trimestre clos le	
	31 mars 2020	31 mars 2019
	M\$	M\$
Services à l'égard des comptes	16	15
Produits de courtage	4	2
Cartes	18	15
Facilités de crédit	78	71
Fonds sous gestion	48	45
Importations/exportations	2	3
Commissions d'agence d'assurance	1	1
Autres	14	12
Services de paiement	9	8
Prise ferme	11	7
Produits de commissions	201	179
Moins les charges de commissions	(23)	(23)
Produits de commissions nets	178	156

Les produits de commissions nets du trimestre se sont renforcés de 22 M\$, ou 14 %. Cette hausse a découlé surtout de la progression des commissions tirées des facilités de crédit par suite de l'élargissement des volumes des acceptations bancaires du secteur des services aux entreprises, de la hausse des

commissions de prise ferme du secteur des services bancaires internationaux et marchés et de l'augmentation de la moyenne des fonds sous gestion et des frais des cartes de crédit du secteur des services bancaires de détail et gestion de patrimoine.

Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction

	Trimestre clos le	
	31 mars 2020	31 mars 2019
	M\$	M\$
Activités de négociation	37	28
Ajustements d'évaluation de crédit et de débit et ajustements de la juste valeur liés au financement	(22)	4
Produits d'intérêts nets sur les activités de négociation	7	14
Inefficacité des couvertures	4	2
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	26	48

Les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction ont reculé de 22 M\$, ou 46 %, pour le trimestre, ce qui est imputable à une variation défavorable des ajustements de crédit et des ajustements de la juste valeur liés au financement, variation qui a résulté essentiellement de l'élargissement des écarts de crédit et de la volatilité des marchés qu'a engendrée la COVID-19.

Le repli des produits d'intérêts nets sur les activités de négociation en raison de la composition des produits a également accentué le recul précité. Ces facteurs ont été atténués par l'élargissement des volumes de ventes de produits de change et par les activités de gestion du bilan.

Autres éléments de produits

	Trimestre clos le	
	31 mars 2020	31 mars 2019
	M\$	M\$
Profits diminués des pertes liés aux placements financiers	16	8
Autres produits d'exploitation	8	10
Autres éléments de produits	24	18

Pour le trimestre, les autres éléments de produits se sont accrus de 6 M\$, ou 33 %, ce qui est imputable à la montée des profits

réalisés à la cession de placements financiers par suite du rééquilibrage du portefeuille d'actifs liquides de la banque.

Variation des pertes de crédit attendues

	Trimestre clos le	
	31 mars 2020	31 mars 2019
	M\$	M\$
Variation des pertes de crédit attendues – prêts productifs (stades 1 et 2) – charge/(reprise)	99	(12)
Variation des pertes de crédit attendues – prêts non productifs (stade 3) – charge/(reprise)	41	–
Variation des pertes de crédit attendues – charge/(reprise)	140	(12)

La variation des pertes de crédit attendues pour le trimestre a consisté en une charge de 140 M\$, comparativement à une reprise de 12 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La charge des trois mois à l'étude a découlé essentiellement de la dégradation des scénarios économiques prospectifs en lien avec la COVID-19, ce qui a influé sur le portefeuille de prêts productifs.

Les pertes de valeur liées à des prêts non productifs dans le secteur de l'énergie, pertes reflétant la forte baisse des prix du pétrole, ont également accentué la variation négative. En 2019, une reprise sur provisions avait été enregistrée eu égard à certains clients du secteur des services énergétiques.

Total des charges d'exploitation

	Trimestre clos le	
	31 mars 2020	31 mars 2019
	M\$	M\$
Rémunération et avantages du personnel	169	174
Charges générales et administratives	130	131
Dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles	20	18
Dotation à l'amortissement et perte de valeur des immobilisations incorporelles	8	5
Total des charges d'exploitation	327	328

Le total des charges d'exploitation a baissé de 1 M\$, ou 0,3 %, pour le trimestre, car nous gérons toujours nos coûts avec soin tout en effectuant des investissements stratégiques dans les ressources humaines et la technologie afin d'assurer la croissance de nos secteurs d'activité et de faire en sorte qu'il soit encore plus facile pour nos clients de traiter avec nous.

Charge d'impôt sur le résultat

Pour le premier trimestre de 2020, le taux d'imposition effectif a été de 17,0 %, ce qui est moindre que le taux prévu par la loi, soit 26,7 %. La baisse a découlé de la réévaluation des passifs d'impôt requis. Pour le premier trimestre de 2019, le taux d'imposition effectif avait été de 27,1 %.

Évolution de la situation financière

Sommaire du bilan consolidé

	Au	
	31 mars 2020 M\$	31 déc. 2019 M\$
Actif		
Trésorerie et soldes détenus dans les banques centrales	4 159	54
Actifs détenus à des fins de transaction	5 212	4 322
Dérivés	9 009	3 267
Prêts et avances	64 731	63 091
Prises en pension à des fins autres que de transaction	6 523	6 269
Placements financiers	23 262	23 645
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	4 461	3 500
Autres actifs	8 117	2 423
Total de l'actif	125 474	106 571
Passif et capitaux propres		
Passif		
Dépôts effectués par des banques	3 978	1 036
Comptes des clients	65 451	62 889
Mises en pension à des fins autres que de transaction	8 151	7 098
Passifs détenus à des fins de transaction	2 907	2 296
Dérivés	9 334	3 431
Titres de créance émis	16 615	14 594
Acceptations	4 474	3 505
Autres passifs	7 952	5 613
Total du passif	118 862	100 462
Total des capitaux propres	6 612	6 109
Total du passif et des capitaux propres	125 474	106 571

Actif

Le total de l'actif s'élevait à 125,5 G\$ au 31 mars 2020, en hausse de 18,9 G\$, ou 18 %, par rapport à ce qu'il était au 31 décembre 2019. Les dérivés se sont accrus de 5,7 G\$, grâce aux variations de l'évaluation à la valeur de marché imputables aux taux de change et aux taux d'intérêt, variations attribuables à la volatilité des marchés provenant essentiellement de l'impact de la COVID-19. L'augmentation des soldes des comptes de règlement découlant du calendrier des activités visant à faciliter les opérations des clients a favorisé une progression de 5,7 G\$ des autres actifs. En raison des répercussions de la COVID-19, la banque a renforcé sa position en matière de liquidité afin d'aider ses clients. L'investissement des fonds a haussé à 4,1 G\$ notre trésorerie et les soldes détenus dans les banques centrales. Les engagements de clients en contrepartie d'acceptations ont augmenté de 1,0 G\$ par suite de la progression des volumes d'acceptations qui ont été vendues sur le marché.

Passif

Le total du passif s'établissait à 118,9 G\$ au 31 mars 2020, pour une hausse de 18,4 G\$, ou 18 %, par rapport à celui au 31 décembre 2019. Les dérivés ont monté de 5,9 G\$, ce qui correspond à la variation enregistrée dans l'actif. Les dépôts effectués par des banques ont augmenté de 2,9 G\$. Les comptes

des clients se sont accrus de 2,6 G\$ en raison de l'essor des dépôts de tous les secteurs d'activité mondiaux. L'augmentation des soldes des comptes de règlement découlant du calendrier des activités visant à faciliter les opérations des clients a été l'un des facteurs à l'origine de l'accroissement de 2,3 G\$ des autres passifs. En outre, l'élargissement des volumes des mises en pension a haussé de 1,1 G\$ celles à des fins autres que de transaction. Les acceptations ont augmenté de 1,0 G\$ par suite de l'élargissement des volumes d'acceptations qui ont été vendues sur le marché.

Capitaux propres

Le total des capitaux propres s'établissait à 6,6 G\$ au 31 mars 2020, ce qui signale une progression de 0,5 G\$, ou 8,2 %, par rapport à celui au 31 décembre 2019. Cette progression représente le bénéfice après impôt de 0,1 G\$ qui a été généré au cours de la période, les profits de 0,1 G\$ qui ont été constatés au titre des actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et des couvertures des flux de trésorerie ainsi que le montant de 0,5 G\$ tiré de l'émission d'actions ordinaires. La hausse des capitaux propres a été contrebalancée par les dividendes de 0,2 G\$ qui ont été déclarés durant la période.

Secteurs d'activité mondiaux

La banque gère ses activités et en déclare les résultats en fonction des secteurs d'activité mondiaux suivants : les services aux entreprises, les services bancaires internationaux et marchés et les services bancaires de détail et gestion de patrimoine.

Services aux entreprises

Le secteur des services aux entreprises (« SE ») propose un éventail complet de services financiers commerciaux et de solutions sur mesure à des clients allant des petites entreprises axées principalement sur les marchés intérieurs aux sociétés exerçant leurs activités à l'échelle mondiale.

Survol de la performance financière¹

Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le	
	31 mars 2020	31 mars 2019
	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	151	151
Produits autres que d'intérêts	104	93
Total du résultat d'exploitation	255	244
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise	(117)	14
Résultat d'exploitation net	138	258
Total des charges d'exploitation	(101)	(101)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	37	157

Aperçu

Ayant entamé l'exercice en force étant donné que nous avons déployé tous les efforts requis pour élargir notre part de marché, consolider les liens avec nos clients existants et tirer parti de notre réseau mondial et de nos gammes de produits, le total du résultat d'exploitation a augmenté de 11 M\$, ou 4,5 %, pour le trimestre. Cependant, à compter de mars, les réductions de taux par les banques centrales en lien avec la COVID-19² ont eu une incidence négative sur le résultat, les marges sur les dépôts s'étant comprimées à cause de la baisse des taux.

La COVID-19 et le recul des prix du pétrole ont influé sur les pertes de valeur au premier trimestre. Nous continuons d'aider nos clients à combler leurs besoins en fonds de roulement, leur offrant notamment de reporter leurs paiements pour qu'ils puissent mieux traverser la crise qui sévit actuellement.

Pour le trimestre, le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat s'est chiffré à 37 M\$, s'étant dégradé de 120 M\$, ou 76 %, ce qui est essentiellement imputable à une forte hausse de la charge au titre des pertes de crédit attendues pour cette période.

Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** du trimestre sont demeurés inchangés. Ce résultat témoigne du rétrécissement des marges par suite des baisses de taux par les banques centrales, ce qui a été contrebalancé par l'accroissement des prêts et des avances, les SE continuant de soutenir la clientèle pendant cette crise.

Les **produits autres que d'intérêts** du trimestre se sont élargis de 11 M\$, ou 12 %, ce qui a découlé surtout de l'essor des commissions tirées des facilités de crédit.

La **variation des pertes de crédit attendues** a consisté en une charge de 117 M\$ pour le trimestre, ce qui vient surtout de la dégradation des scénarios économiques prospectifs en lien avec la COVID-19 et de certains comptes du secteur de l'énergie. En 2019, la variation des pertes de crédit attendues avait correspondu à une reprise de 14 M\$, laquelle avait résulté de reprises liées à des prêts non productifs et associées principalement à des comptes du secteur des services énergétiques.

Le **total des charges d'exploitation** du trimestre est demeuré le même puisque nous gérons nos coûts avec soin et continuons d'effectuer des investissements stratégiques afin de soutenir la croissance de ce secteur.

¹ Comparaison du trimestre clos le 31 mars 2020 et de la période correspondante de l'exercice précédent.

² Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Répercussions de la COVID-19 et notre réaction » du présent rapport de gestion pour obtenir plus de détails à ce sujet.

Services bancaires internationaux et marchés

Le secteur des services bancaires internationaux et marchés (« SBIM ») offre des solutions et produits financiers sur mesure à une clientèle d'envergure constituée d'administrations publiques, de grandes sociétés et d'institutions de partout dans le monde.

Survol de la performance financière¹

Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le	
	31 mars 2020	31 mars 2019
	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	33	24
Produits autres que d'intérêts	30	56
Total du résultat d'exploitation	63	80
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise	(14)	(1)
Résultat d'exploitation net	49	79
Total des charges d'exploitation	(42)	(40)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	7	39

Aperçu

Pour le trimestre, le total du résultat d'exploitation des SBIM a régressé de 17 M\$, ou 21 %, à cause des variations défavorables des évaluations du crédit et du financement par suite de l'élargissement des écarts de crédit et de la volatilité des marchés qu'a engendrée la COVID-19.

Face aux perturbations et à l'instabilité des marchés associées à la COVID-19, les équipes des services bancaires internationaux et marchés ont travaillé en étroite collaboration avec nos clients afin de comprendre les défis sans précédent qu'ils devaient relever et de les aider à traverser la crise. Ce travail a intensifié les activités des clients et a haussé les produits générés par toutes les gammes de produits, soit principalement en raison des activités de négociation et de vente de l'unité Marchés, des activités d'octroi de prêts et des commissions de prise ferme.

Nous continuons de tirer parti du réseau mondial du Groupe pour offrir des produits et des solutions répondant aux besoins de nos clients internationaux.

Pour le trimestre, le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat s'est comprimé de 32 M\$, ou 82 %, à cause des ajustements liés au crédit et au financement et de l'augmentation de la charge au titre des pertes de crédit attendues pour la période.

Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** du trimestre ont augmenté de 9 M\$, ou 38 %, et ce, en raison surtout de la diminution des coûts de financement des activités de négociation de l'unité Marchés et de l'accroissement des activités d'octroi de prêts.

Les **produits autres que d'intérêts** du trimestre ont diminué de 26 M\$, ou 46 %, à cause essentiellement des variations défavorables des évaluations du crédit et du financement. Ce facteur a été compensé en partie par la vigueur des activités de négociation et de vente de l'unité Marchés et par l'accroissement des commissions de prise ferme.

La **variation des pertes de crédit attendues** a représenté une hausse de 13 M\$ de la charge constatée pour le trimestre, ce qui a découlé principalement de la dégradation des scénarios économiques prospectifs en lien avec la COVID-19.

Le **total des charges d'exploitation** du trimestre a augmenté de 2 M\$, ou 5 %, et ce, surtout à cause des initiatives de rationalisation, lesquelles ont été compensées par la réduction des frais liés au personnel.

¹ Comparaison du trimestre clos le 31 mars 2020 et de la période correspondante de l'exercice précédent.

Services bancaires de détail et gestion de patrimoine

Le secteur des services bancaires de détail et gestion de patrimoine (« SBDGP ») offre, à tous les Canadiens, une gamme complète et hautement concurrentielle de produits et services bancaires afin de les aider à gérer leurs finances, à acheter leur habitation, à économiser et à investir en vue de l'avenir. Ce secteur offre aussi un volet international avec une vaste gamme de produits de placement mondiaux et d'autres services spécialisés.

Survol de la performance financière¹

Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le	
	31 mars 2020	31 mars 2019
	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	125	126
Produits autres que d'intérêts	68	58
Total du résultat d'exploitation	193	184
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise	(9)	(1)
Résultat d'exploitation net	184	183
Total des charges d'exploitation	(167)	(176)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	17	7

Aperçu

Le total du résultat d'exploitation a progressé de 9 M\$, ou 4,9 %, pour le trimestre. L'augmentation des produits de commissions et la forte hausse des volumes des prêts et des soldes des dépôts ont été atténuées par le recul des écarts qu'ont causés les réductions de taux par les banques centrales.

Les sommes investies dans nos succursales et les technologies numériques ainsi que la compétitivité de nos produits nous ont encore aidés à élargir notre clientèle ainsi que le solde de la relation globale des clients². Malgré la conjoncture difficile que crée la COVID-19, nous continuons de servir nos clients et de les aider grâce à diverses initiatives, dont le report des paiements et des réductions de commissions.

Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat pour le trimestre s'est accru de 10 M\$, ou 143 %, et ce, en raison de l'augmentation du résultat d'exploitation, tel qu'il a été indiqué précédemment, et de la baisse des charges d'exploitation, facteurs contrebalancés en partie par une hausse de la charge au titre des pertes de crédit attendues en raison des conséquences de la COVID-19.

Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** du trimestre ont légèrement fléchi, à savoir de 1 M\$, ou 0,8 %, étant donné que l'essor plus prononcé des volumes des prêts et des dépôts a été contrebalancé par le rétrécissement des écarts par suite des réductions de taux par les banques centrales.

Les **produits autres que d'intérêts** ont augmenté de 10 M\$, ou 17 %, au cours du trimestre grâce à la progression de la moyenne des fonds sous gestion, aux frais des cartes de crédit et à la hausse des produits associés au courtage en ligne.

La **variation des pertes de crédit attendues** a représenté une hausse de 8 M\$ de la charge du trimestre, ce qui provient surtout de la dégradation des scénarios économiques prospectifs en lien avec la COVID-19.

Le **total des charges d'exploitation** du trimestre s'est allégé de 9 M\$, ou 5,1 %, ce qui a résulté surtout du moment de l'engagement de certaines charges et des initiatives de rationalisation, facteurs qui ont été annulés en partie par les investissements stratégiques que nous avons faits afin de faire croître nos activités.

¹ Comparaison du trimestre clos le 31 mars 2020 et de la période correspondante de l'exercice précédent.

² Le solde de la relation globale des clients se compose des soldes des prêts, des dépôts et des comptes de gestion de patrimoine.

Rapport de gestion

Centre général

Le secteur « centre général » englobe les activités de gestion du bilan, les participations dans des entreprises associées et des coentreprises ainsi que les autres transactions qui ne sont pas directement liées à nos secteurs d'activité mondiaux.

Survol de la performance financière¹

Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le	
	31 mars 2020	31 mars 2019
	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	9	22
Produits autres que d'intérêts	26	15
Résultat d'exploitation net	35	37
Total des charges d'exploitation	(17)	(11)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	18	26

Aperçu

Le résultat d'exploitation net du trimestre s'est replié de 2 M\$, ou 5,4 %. Cette baisse vient essentiellement du recul des produits d'intérêts nets en raison des activités de gestion du bilan ainsi que de l'incidence négative de la contraction des rendements. Ces facteurs ont été atténués par l'amélioration, sur un an, des profits réalisés à la cession de placements financiers.

Les charges d'exploitation du trimestre se sont alourdies de 6 M\$, ou 55 %, et ce, à cause principalement des investissements dans nos fonctions de soutien.

Ces variations ont eu pour conséquence de réduire de 8 M\$, ou 31 %, le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat dégagé pour le trimestre.

¹ Comparaison du trimestre clos le 31 mars 2020 et de la période correspondante de l'exercice précédent.

Sommaire de la performance trimestrielle

Sommaire de l'état consolidé du résultat net

	Trimestre clos le							
	2020		2019			2018		
	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	318	313	313	319	323	335	332	319
Produits de commissions nets	178	179	168	174	156	164	175	179
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	26	48	36	33	48	26	35	39
Autres éléments de produits	24	21	17	19	18	40	46	33
Total du résultat d'exploitation	546	561	534	545	545	565	588	570
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise	(140)	(33)	(17)	(40)	12	(19)	7	11
Résultat d'exploitation net	406	528	517	505	557	546	595	581
Total des charges d'exploitation	(327)	(315)	(311)	(337)	(328)	(324)	(324)	(334)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	79	213	206	168	229	222	271	247
Charge d'impôt sur le résultat	(13)	(56)	(56)	(47)	(62)	(65)	(73)	(67)
Bénéfice de la période	66	157	150	121	167	157	198	180
Bénéfice attribuable :								
- à l'actionnaire ordinaire	54	144	141	112	158	148	189	171
- au détenteur d'actions privilégiées	12	13	9	9	9	9	9	9
Bénéfice de base et dilué par action ordinaire (\$)	0,11	0,29	0,28	0,22	0,32	0,29	0,38	0,34

Commentaires sur les tendances des huit derniers trimestres

Les activités de gestion du bilan ont accru les produits d'intérêts nets au premier trimestre de 2020. Entre le premier trimestre de 2019 et celui à l'étude, les produits d'intérêts nets avaient baissé à cause de la hausse du coût du passif ayant servi à financer l'essor de la moyenne des actifs productifs d'intérêts et du repli des activités de gestion du bilan. Les produits d'intérêts nets avaient affiché une tendance à la hausse du deuxième trimestre de 2018 au dernier trimestre de 2018 en raison des majorations des taux d'intérêt ainsi que de l'accroissement des prêts et avances et des comptes des clients.

Les produits de commissions nets englobent des produits de diverses sources qui peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre et qui sont touchés par les activités commerciales, le nombre de jours que compte le trimestre et la saisonnalité. Les commissions de prise ferme, lesquelles sont fonction des transactions, constituent le principal facteur de variation de ces produits d'un trimestre à l'autre. Sinon, la tendance sous-jacente d'augmentation des commissions tirées des facilités de crédit est liée à l'accroissement des volumes des acceptations bancaires, aux fonds sous gestion et aux cartes de crédit.

De par leur nature, les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre. Au trimestre à l'étude, ces produits se sont affaiblis à cause principalement de la baisse des variations défavorables des évaluations du crédit et du financement par suite de l'élargissement des écarts de crédit et de la volatilité des marchés qu'a engendrée la COVID-19, ce qui a été atténué par la vigueur des activités de négociation et de vente de l'unité Marchés. Aux troisième et quatrième trimestres de 2019, les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction avaient augmenté à cause principalement de l'intensification des activités de négociation de produits à revenu fixe. La baisse enregistrée au deuxième trimestre de 2019 avait découlé surtout du fléchissement des activités de négociation de la sous-division chargée des taux. Les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction avaient augmenté au premier trimestre de 2019 en raison du resserrement des écarts de crédit. En 2018, il s'était également produit une augmentation des volumes des opérations de change, une hausse des intérêts nets sur les activités de négociation attribuable aux rendements plus élevés et à la composition des produits, ainsi qu'un effet favorable de l'inefficacité des couvertures. Ces facteurs avaient été atténués par une perte causée par les activités de gestion du bilan.

Les autres éléments de produits comprennent les profits et pertes sur la vente de placements financiers, lesquels peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre en raison des activités de gestion du bilan sous-jacentes. En 2019 et par suite de la mise en place du groupe ServCo, tel qu'il est précisé sous la rubrique du rapport de gestion qui en traite ainsi qu'à la note 32 du *Rapport et états financiers annuels 2019*, les produits réalisés auprès des entités membres du Groupe avaient reculé et les charges d'exploitation avaient enregistré une diminution connexe. En 2018, les autres éléments de produits comprenaient également les produits réalisés auprès des entités membres du Groupe, produits qui peuvent aussi fluctuer en raison du moment où les services sont fournis.

Pour le trimestre à l'étude, la charge au titre des pertes de crédit attendues a résulté de la dégradation des scénarios économiques prospectifs en lien avec la COVID-19 et des pertes de valeur associées à des prêts non productifs dans le secteur de l'énergie par suite du recul des prix du pétrole. En 2019, les charges au titre des pertes de crédit attendues avaient résulté de la normalisation continue des pertes de crédit, et ce, en raison surtout d'un changement apporté aux prévisions économiques afin de rendre compte du ralentissement de la croissance du PIB en regard d'un an plus tôt. De plus, en 2019, c'est aux deuxième et quatrième trimestres que les pertes de valeur liées aux prêts non productifs des secteurs du commerce de gros et de détail, de l'extraction minière et de l'agriculture avaient été les plus élevées. La reprise constatée au premier trimestre de 2019 avait découlé d'une reprise sur provisions en raison d'une embellie des perspectives de certains clients du secteur des services énergétiques. Des reprises avaient été constatées aux deuxième et troisième trimestres de 2018 grâce aux améliorations observées dans plusieurs secteurs, soit plus particulièrement dans celui des services énergétiques. Une charge de 19 M\$ avait été comptabilisée au quatrième trimestre de 2018 en raison d'une série de faibles charges imputées au portefeuille de prêts non productifs du secteur des services aux entreprises ainsi que d'une hausse des pertes de crédit attendues sur les prêts productifs de tous les secteurs d'activité mondiaux, ce qui avait découlé des facteurs économiques prospectifs pris en compte à ce moment.

Notre objectif depuis 2018 consiste à faire croître nos activités de sorte à favoriser l'exécution de notre plan stratégique, ce qui explique la hausse des charges d'exploitation. Nous avons continué de réaliser des investissements en ce sens au premier trimestre de 2020. En 2019, les sommes ainsi investies avaient été contrebalancées en partie par la baisse de la rémunération et des avantages du personnel ainsi que des charges générales et administratives par suite de la mise en place du groupe ServCo, tel qu'il est précisé sous la rubrique du rapport de gestion qui en traite ainsi qu'à la note 32 du *Rapport et états financiers annuels 2019*. En 2018, les investissements avaient été neutralisés en partie par le repli des coûts associé à la réduction des espaces de bureau et aux économies liées à la centralisation de certaines activités commerciales au sein du Groupe. Le calendrier d'engagement des charges en 2018 avait été à l'origine des variations enregistrées d'un trimestre à l'autre.

Survol et perspectives économiques

Les prévisions et projections de la présente rubrique reposent sur l'information et les hypothèses obtenues auprès de sources que nous considérons comme fiables. Si cette information ou ces hypothèses se révèlent inexactes, les résultats économiques réels pourraient différer significativement des perspectives présentées ci-dessous.

L'économie canadienne a entamé 2020 en montrant déjà des signes d'essoufflement, l'essor du PIB ayant été de 1,1 % au troisième trimestre et de 0,3 % au quatrième trimestre de 2019. Sa performance était suffisamment faible pour inciter la Banque du Canada à adopter une politique monétaire plus conciliante en janvier 2020.

Trois chocs sont ensuite venus secouer l'économie. Le premier a été le blocus des grandes lignes ferroviaires, blocus qui a paralysé le transport par train pendant la majeure partie de février, a touché les chaînes d'approvisionnement et a causé des

goulots d'étranglement dans la manutention des marchandises entrantes et sortantes aux ports des côtes Est et Ouest. Le deuxième a été l'écllosion de la COVID-19 et les efforts déployés pour réduire les taux d'infection, facteurs qui ont causé une baisse généralisée de l'activité économique. Le troisième a été la dégringolade des prix du pétrole au début de mars, laquelle a fortement ébranlé le volet échanges commerciaux de l'économie canadienne.

Déjà, des signaux témoignent de la gravité des conséquences que ces chocs auront sur l'économie, et ce, surtout pour ce qui est de celles associées à la COVID-19 et à la chute des prix du pétrole. Premièrement, les licenciements massifs et les nombreuses fermetures par suite des directives qu'ont émises les gouvernements et les instances sanitaires dans le but de ralentir la propagation de la COVID-19 ont causé la perte de plus de un million d'emplois en mars, ce qui représente près de 10 fois la plus forte baisse mensuelle à être enregistrée précédemment, soit en janvier 2009. De plus, le total des heures travaillées a diminué de 15,1 %, et dans certains secteurs comme les services alimentaires, l'hébergement, les divertissements et l'éducation, la baisse a été de 30 % ou plus au cours du mois.

Entre-temps, le taux de chômage est passé de 5,6 % à 7,8 % au mois de mars, ce qui constitue une augmentation record. Cependant, la hausse de ce taux ne reflète pas pleinement la dégradation soudaine du marché de l'emploi puisque près de la moitié de ceux qui ont perdu leur emploi en mars ont quitté la population active et n'ont donc pas été considérés comme étant au chômage. Au total, plus de quatre millions de Canadiens ont demandé une quelconque forme d'aide au chômage, qu'il s'agisse des prestations d'assurance-emploi régulières ou de la Prestation canadienne d'urgence, laquelle est offerte aux termes d'un programme fédéral visant à aider les Canadiens qui ont perdu des revenus à cause de la COVID-19. D'autres pays ont également vu leur marché de l'emploi se contracter abruptement. Par exemple, aux États-Unis, le nombre de nouvelles demandes de chômage a atteint 6,6 millions vers la fin de mars et au début d'avril. Également, en l'espace de deux semaines au mois de mars, le taux de chômage en Norvège est passé de 2,0 % à 10,4 %.

Deuxièmement et conséquence de la faiblesse soudaine du marché du travail, la confiance des consommateurs s'est grandement effritée. Le Conference Board du Canada a signalé que l'indice de confiance des consommateurs a fléchi de 32 points en mars, ce qui correspond à un recul mensuel record, et il a poursuivi sa descente en avril pour atteindre un nouveau plancher.

Troisièmement, la confiance des entreprises a elle aussi dégringolé. La cote de confiance des PME que mesure la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante a baissé comme jamais auparavant, passant de 60,5 à 30,8 en mars. Cette perte de confiance chez les entrepreneurs est certes sans précédent. La légère augmentation survenue en avril ne change en rien le fait que cette confiance semble être à son niveau le plus bas en plus de 10 ans. Également, un indicateur des dépenses d'investissement des petites entreprises demeure à un creux historique, ce qui donne à penser que les sommes investies par les entreprises ont grandement fléchi vers la fin du premier trimestre et sont demeurées faibles dans celui qui a suivi.

Plus particulièrement, des entreprises du secteur pétrolier ont mis sur la glace certains projets d'investissement pour 2020 étant donné que les prix du pétrole se sont contractés de plus de 80 % depuis le début de janvier, ce qui inclut un recul initial de 30 % dans les premiers jours de mars, alors que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (« l'OPEP ») et ses partenaires qui

n'en sont pas membres n'avaient pu parvenir à une entente pour limiter la production pétrolière. Ceci dit, malgré une entente survenue le 13 avril entre l'OPEP et ses partenaires afin de réduire la production de pétrole de 9,7 millions de barils de pétrole par jour, la pression à la baisse sur les prix du pétrole demeure élevée en raison de l'incertitude qui pèse sur l'économie mondiale et du fait que les installations d'entreposage sont à pleine capacité. Même si le Canada n'est pas partie à l'entente visant la réduction de la production de pétrole, la faiblesse des prix record a forcé plusieurs producteurs au pays à diminuer leur production. Les tensions devraient rester vives sur le secteur du pétrole au cours des prochains mois. Toutefois, une remontée des prix du pétrole est attendue lors de la reprise des activités économiques, laquelle dépend de l'assouplissement des restrictions liées à la COVID-19.

Ces facteurs ont porté un dur coup aux perspectives économiques du Canada. C'est pourquoi nous avons révisé à la baisse nos prévisions quant au PIB en 2020. Nous croyons maintenant qu'il s'est comprimé de 3,0 % au premier trimestre et que c'est au deuxième que les récentes secousses auront le plus d'impact. Ainsi, nous nous attendons à ce que l'économie se soit contractée de 22,2 % durant ce trimestre, ce qui ne s'était encore jamais vu.

Après la COVID-19, le spectre du surendettement

Bien qu'un rebond de l'activité économique soit attendu, marqué par l'essor du PIB au cours de la seconde moitié de l'année, nous prévoyons tout de même une contraction de l'économie de 3,4 % pour l'ensemble de 2020. Avant que les chocs précités secouent l'économie, nous avions prévu une croissance du PIB de 1,5 % cette année. Nous pensons qu'en 2021 l'expansion économique atteindra 1,9 %.

La croissance modérée que nous prévoyons pour l'an prochain reflète le fait, qu'à notre avis, la consommation ne pourra soutenir l'essor économique autant qu'elle l'a fait dans la dernière décennie puisque la hausse brutale du chômage et la perte de revenus surviennent à un moment où, pour de nombreux ménages, il était déjà plus difficile de gérer leurs finances. Même si le marché du travail était vigoureux avant les chocs décrits précédemment et que les salaires augmentaient, le nombre de cas d'insolvabilité chez les particuliers était à la hausse, témoignant ainsi de l'alourdissement de leur fardeau financier. Le niveau élevé d'endettement des ménages ainsi que leur ratio du service de la dette, lequel avait atteint un nouveau sommet, soit 15 % de leur revenu disponible, étaient déjà des sources d'inquiétude et avaient rendu plusieurs ménages vulnérables à toute perte de revenus. Nous sommes d'avis qu'il est fort probable que les cas d'insolvabilité chez les particuliers bondissent dans les mois à venir, ce qui freinera les dépenses à la consommation tout au long de 2021.

Intervention par voie des politiques

Les décideurs politiques ont réagi promptement aux chocs qui ont secoué l'économie canadienne, la Banque du Canada, le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (le « BSIF ») ayant notamment mis de l'avant, ensemble ou seuls, diverses mesures.

La Banque du Canada a réduit de 150 points de base son taux directeur, le ramenant ainsi à 0,25 %, et a conçu diverses facilités afin de soutenir la liquidité des marchés financiers et du crédit. Par exemple, elle a créé une nouvelle facilité d'achat des acceptations bancaires, un programme d'achat de papier

commercial et un programme d'achat de titres provinciaux sur les marchés monétaires et a indiqué qu'elle activerait son mécanisme conditionnel de prise en pension à plus d'un jour afin de contrer les problèmes aigus de liquidité pouvant survenir à l'échelle des marchés.

La Banque du Canada a également commencé à acheter des titres de créance du gouvernement canadien à raison de 5 G\$ par semaine, et ce, sur la totalité de la courbe de rendement. Ce programme d'achat d'actifs est une forme d'assouplissement quantitatif. Elle a également annoncé qu'elle achèterait 50 G\$ d'obligations provinciales et 10 G\$ d'obligations de sociétés. Ensemble, ces programmes et facilités ont fait passer le bilan de la Banque du Canada des 5,3 % du PIB qu'il représentait à la fin de 2019 à près de 12 %.

Le gouvernement fédéral a annoncé un train de mesures budgétaires de 274 G\$ (11,9 % du PIB de 2019) afin de soutenir les ménages et les entreprises. Parmi celles-ci, notons la Prestation canadienne d'urgence, qui se veut une aide au revenu par laquelle les travailleurs dont les revenus ont baissé à cause de la COVID-19 recevront 2 000 \$, ainsi que d'autres avantages accordés aux particuliers et un report du paiement de l'impôt sur le revenu.

Espérant maintenir le niveau d'emploi et contrer d'autres compressions d'effectifs, le gouvernement fédéral a instauré pour les entreprises la Subvention salariale d'urgence du Canada, laquelle offre aux entreprises qui y sont admissibles une subvention correspondant à 75 % des salaires qu'elles versent.

De plus, le gouvernement fédéral a reporté le paiement de l'impôt des sociétés et les versements de TPS et des droits de douane. De concert avec Exportation et développement Canada et la Banque de développement du Canada, le gouvernement fédéral a également mis sur pied un programme de garantie et de prêts pour les entreprises admissibles afin de leur faciliter l'accès au crédit. Enfin, pour soutenir le financement, le Bureau du surintendant des institutions financières a également réduit ses exigences concernant les fonds propres des banques, libérant du coup 300 G\$.

La réponse des gouvernements provinciaux n'a pas tardé avec l'annonce de plus de 40 G\$ en mesures d'accompagnement pour les particuliers et les entreprises, sous la forme de soutien du revenu et de report d'impôt. Ces mesures s'ajoutent aux programmes fédéraux ou les bonifient.

Nous croyons que d'autres mesures fédérales seront annoncées dans les mois à venir puisque le ministre des Finances, M. Bill Morneau, a affirmé que le gouvernement ferait tout le nécessaire pour protéger l'économie canadienne. Il a ainsi précisé que la possibilité d'offrir un soutien à des secteurs spécifiques, dont celui du pétrole et gaz, des transporteurs aériens et de l'hébergement, était envisagée.

Faits nouveaux en matière de réglementation

À l'instar de toutes les institutions financières canadiennes, nous sommes confrontés à des changements de réglementation qui se succèdent à un rythme croissant. Un sommaire des principaux changements de réglementation susceptibles d'influer sur nos résultats ou nos activités est présenté à la rubrique « Faits nouveaux en matière de réglementation » de notre *Rapport et états financiers annuels 2019*. Ce qui suit résume certains des principaux changements de nature réglementaire qui ont été

annoncés au premier trimestre de 2020 et qui pourraient se répercuter sur nos résultats ou nos activités.

Intervention réglementaire face à la COVID-19

En mars 2020, le gouvernement du Canada et les organismes de réglementation des institutions financières ont mis en œuvre plusieurs nouvelles mesures pour que le système financier demeure résilient et bien capitalisé malgré la pandémie de COVID-19. Ces mesures permettront à la banque de toujours mettre à la disposition de ses clients les dépôts et le crédit dont ils ont besoin en ces temps difficiles.

Bureau du surintendant des institutions financières (le « BSIF »)

Une série d'ajustements temporaires aux exigences en matière de fonds propres, de levier et de liquidité a été annoncée le 27 mars et le 9 avril 2020. Nous surveillons de près ces changements et nous évaluons les exigences ainsi que leur incidence sur nos mesures de fonds propres et de liquidité. Ces changements comprennent les suivants :

- Les prêts hypothécaires pour lesquels des reports de paiement sont accordés ne seront pas considérés comme en souffrance et continueront d'être traités comme des prêts productifs au titre de la ligne directrice *Normes de fonds propres*;
- À l'instar de ce que font d'autres instances, de nouvelles dispositions transitoires quant au provisionnement des pertes de crédit attendues aux fins du calcul des fonds propres ont été établies de sorte qu'une partie des provisions qui auraient autrement été incluses dans le capital de catégorie 2 le soient plutôt dans les capitaux propres ordinaires de catégorie 1 (« CET1 »). L'ajustement est mesuré dynamiquement chaque trimestre en fonction de l'augmentation des provisions pour les stades 1 et 2 par rapport au niveau de référence au 31 décembre 2019, compte tenu des incidences fiscales et sous réserve d'un facteur scalaire de 70 % en 2020, de 50 % en 2021 et de 25 % en 2022;
- La limite des obligations sécurisées est augmentée temporairement afin de permettre un meilleur accès aux facilités de la Banque du Canada;
- Le BSIF encourage les institutions de dépôts à utiliser leurs réserves d'exploitation qui dépassent leur ratio de levier autorisé;
- Pour ce qui est du ratio de levier, les réserves des banques centrales et les titres émis par des emprunteurs souverains qui sont admissibles à titre d'actifs liquides de haute qualité en vertu de la ligne directrice *Normes de liquidité* peuvent temporairement être exclus de la mesure de l'exposition aux fins du ratio de levier, et ce, jusqu'au 30 avril 2021;
- Les banques sont autorisées à puiser dans leurs actifs liquides de haute qualité, passant ainsi sous le seuil des 100 % exigé par la ligne directrice *Normes de liquidité* étant donné que le maintien du ratio de liquidité à court terme (« LCR ») à 100 % dans les circonstances pourrait produire des effets excessivement négatifs sur l'institution et d'autres intervenants du marché;
- La mise en œuvre, au pays, du reste des mesures de la norme internationale sur les fonds propres de Bâle III est reportée jusqu'en 2023, en accord avec la décision qu'a prise le 27 mars dernier le Groupe des gouverneurs de banque centrale et des responsables du contrôle bancaire, lequel est chargé de la supervision du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire. Les réformes touchant l'approche standard et l'approche fondée sur les notations internes au

titre du risque de crédit, le cadre de risque opérationnel et le dispositif de ratio de levier, l'introduction d'un plancher de fonds propres plus sensible aux risques et les nouvelles exigences de divulgation financière au titre du troisième pilier sont toutes reportées au premier trimestre de 2023. Quant à la mise en œuvre de la norme portant sur les exigences minimales de fonds propres au titre du risque de marché qui a été établie dans le cadre du projet visant l'examen fondamental du portefeuille de négociation et au nouveau cadre de risque lié au rajustement de la valeur du crédit, ils sont reportés au premier trimestre de 2024;

- Le coefficient de plancher de fonds propres est abaissé de 75 % à 70 %, mesure qui devrait demeurer en vigueur jusqu'à la mise en œuvre, au pays, du plancher de fonds propres prescrit par les réformes en vertu de Bâle III, ce qui devrait avoir lieu au premier trimestre de 2023;
- La date de mise en œuvre du cadre des fonds propres et des liquidités pour les petites et moyennes banques est remise au premier trimestre de 2023. Le BSIF reportera également les exercices de consultation auprès de ces banques au sujet des exigences de fonds propres et de liquidité des deuxième et troisième piliers;
- Le BSIF interrompt toutes ses consultations sur les consignes nouvelles ou révisées et suspend l'élaboration de nouvelles politiques jusqu'à ce que la situation se stabilise.

Autres organismes de réglementation

Les autres organismes qui régissent nos activités, incluant la Société d'assurance-dépôts du Canada (la « SADC »), l'Agence de la consommation en matière financière du Canada (« l'ACMFC »), les Autorités en valeurs mobilières et le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (le « CANAFE ») offrent aux institutions financières des exemptions et davantage de souplesse pour ce qui est du respect de certaines obligations de conformité quotidiennes qui ont surgi en raison de la COVID-19. Plusieurs organismes ont reporté ou envisagent de reporter l'entrée en vigueur de certains changements réglementaires déjà prévus, tels le nouveau Cadre de protection des consommateurs et la deuxième phase du projet de modernisation de la SADC. Ces mesures permettront également aux banques, dont la Banque HSBC Canada, de consacrer leurs ressources à leur clientèle de sorte à l'aider à combler ses besoins pendant la pandémie.

Malgré l'assouplissement de certaines obligations réglementaires, nous continuons de maintenir nos politiques fondamentales concernant les crimes financiers, la conformité et les fraudes et avons instauré un processus nous permettant de documenter toute exception temporaire, et ce, conformément aux attentes des organismes de réglementation.

Gouvernement du Canada

Le gouvernement fédéral a également annoncé plusieurs mesures d'intervention économique pour aider les institutions financières à relever les défis que pose la COVID-19. Nous participons activement aux programmes offerts et nous aidons nos clients à s'en prévaloir lorsque cela convient. Ces programmes incluent les suivants :

- Une version révisée du Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés aux termes duquel il achètera jusqu'à 150 G\$ de blocs de prêts hypothécaires assurés par l'entremise de la Société canadienne d'hypothèques et de logement.
- Le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes qui sera établi par les institutions financières admissibles, dont la Banque HSBC Canada, et financé par Exportation et

développement Canada et qui servira à accorder des prêts sans intérêt pouvant atteindre 40 000 \$ aux petites entreprises et aux organismes à but non lucratif admissibles afin de les aider à éponger leurs pertes de revenus causées par la COVID-19.

- Le programme de garantie et de prêts pour les petites et moyennes entreprises grâce auquel les institutions financières pourront accorder aux PME du crédit à l'exploitation et des prêts à terme pour fonds de roulement d'au plus 6,25 M\$, lesquels seront garantis par Exportation et développement Canada.

Banque du Canada

La Banque du Canada a établi un nouveau mécanisme permanent d'octroi de liquidités et une facilité d'achat des acceptations bancaires et a élargi l'éventail de garanties admissibles aux termes de son mécanisme de prise en pension à plus d'un jour afin d'aider les banques à mieux gérer leur risque de liquidité et à continuer de donner à leurs clients accès à du crédit.

Protection des consommateurs

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières ont publié des projets de modification de la réglementation visant à protéger les clients vulnérables dont les facultés mentales sont affaiblies ou qui sont victimes d'exploitation financière. Les changements proposés comprennent de nouvelles obligations imposant un blocage des opérations et la nécessité d'obtenir le nom d'une personne de confiance avec qui communiquer si un client ne possède pas les facultés mentales requises ou pourrait possiblement être exploité.

Système bancaire ouvert

Le 31 janvier 2020, le Comité consultatif sur un système bancaire ouvert du ministère des Finances a publié un rapport dans lequel il recommande au gouvernement d'aller de l'avant avec les mesures permettant d'instaurer un système bancaire ouvert au Canada. Ce comité a recommandé que les normes techniques soient établies par le secteur, mais sous la supervision du gouvernement afin d'assurer l'équité et la protection des consommateurs. Un système bancaire ouvert pourrait modifier les modèles d'affaires conventionnels des banques.

Réforme réglementaire prudentielle

Risque de liquidité

Les révisions de la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF qui portaient sur le traitement de certains dépôts de détail aux fins du calcul du ratio de liquidité à court terme et des flux de trésorerie nets cumulatifs sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2020. Pour plus de détails, il y a lieu de se reporter à la section « Risque de liquidité et de financement » du présent rapport de gestion.

Questions comptables

Les résultats de la banque sont sensibles aux méthodes comptables qui sous-tendent l'établissement de ses états financiers consolidés. La note 2 du *Rapport et états financiers annuels 2019* présente un résumé de ses principales méthodes comptables.

La préparation de l'information financière exige de faire des estimations et de poser des jugements concernant des événements futurs. Ceux-ci sont énoncés à la rubrique « Estimations comptables et jugements critiques » du rapport de gestion figurant dans le *Rapport et états financiers annuels 2019*.

Arrangements hors bilan

Dans le cadre de nos activités bancaires, nous participons à diverses transactions financières hors bilan qui ont une incidence financière, mais qui ne sont pas comptabilisées dans nos états financiers. Ce genre d'arrangement comporte un risque éventuel et peut, en certaines circonstances, se traduire par un passif d'un montant supérieur à celui inscrit à notre bilan consolidé. Ces arrangements comprennent les garanties et les lettres de crédit et sont décrits à la rubrique « Arrangements hors bilan » du *Rapport et états financiers annuels 2019*.

Instruments financiers

Étant donné la nature des activités de la banque, les instruments financiers composent une bonne partie de son bilan. La banque peut en tirer des profits de négociation, des intérêts et des produits de commissions. Les instruments financiers comprennent notamment la trésorerie, les comptes des clients, les titres, les prêts, les acceptations, les dérivés utilisés à des fins de couverture ou détenus à des fins de transaction, les mises en pension, les passifs de titrisation et les créances subordonnées. Nous utilisons des instruments financiers aux fins de nos activités de négociation et de celles autres que de négociation. Ces dernières comprennent les prêts, les placements, les activités de couverture et celles de gestion du bilan. Les activités de négociation comprennent l'achat et la vente de titres et la négociation de dérivés et d'instruments de change pour faciliter les opérations des clients et fournir des liquidités et, dans une moindre mesure, les activités de tenue de marché.

La comptabilisation des instruments financiers, qui fait appel au jugement, est effectuée selon le classement de ceux-ci. On trouve une description détaillée du classement et de l'évaluation des instruments financiers à la note 2 du *Rapport et états financiers annuels 2019*.

Il est possible que l'utilisation d'instruments financiers expose la banque à des risques de marché, de crédit ou de liquidité, ou encore qu'elle la protège contre ceux-ci. Une description détaillée de la façon dont la banque gère ces risques est présentée à la rubrique « Risques » du *Rapport et états financiers annuels 2019*.

Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef des finances de la banque ont signé des attestations concernant la pertinence de l'information financière présentée dans les documents intermédiaires déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, y compris le présent rapport de gestion et les états financiers consolidés du trimestre clos le 31 mars 2020 ci-joints, et c'est à eux que revient la responsabilité de la conception et du maintien de contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière, lesquels visent à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de

l'information financière produite conformément aux IFRS. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2020, il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou qui pourrait vraisemblablement avoir une incidence significative sur ce contrôle.

Transactions avec des parties liées

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons des transactions avec d'autres sociétés affiliées de la HSBC, dont celles visant la prestation de services bancaires ou opérationnels ainsi que l'octroi de prêts à court terme. Plus particulièrement, comme la banque fait partie de l'un des plus importants établissements de services financiers au monde, elle profite de l'expertise et des économies d'échelle que procure le Groupe HSBC. La banque fournit et obtient des services ou conclut des transactions avec diverses autres entreprises du Groupe HSBC, ce qui inclut la prise en charge d'une partie des coûts de développement des plateformes technologiques qui sont utilisées partout dans le monde, et elle tire parti de contrats mondiaux pour la publicité, la recherche marketing, la formation et d'autres fonctions d'exploitation.

Ces transactions avec des parties liées sont assorties de modalités conformes à celles offertes à des parties non liées et font l'objet de processus d'autorisation officielle. Il y a lieu de se reporter à la note 30 du *Rapport et états financiers annuels 2019* pour obtenir des détails à ce sujet.

Le 30 mars 2020, la banque a émis à HSBC Overseas Holdings (UK) Limited 50 000 000 d'actions ordinaires supplémentaires. La rubrique « Actions en circulation et dividendes » du présent rapport de gestion donne plus d'informations à ce sujet.

En tant que filiale en propriété exclusive, toutes nos actions ordinaires sont indirectement détenues par HSBC Holdings.

Risques

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques » du *Rapport et états financiers annuels 2019* pour une description de la façon dont la banque gère les risques à tous les échelons de l'organisation et pour tous les types de risques, rubrique qui indique les principes, politiques et pratiques clés dont nous nous servons pour gérer les risques importants, et ce, qu'ils soient financiers ou ne le soient pas.

Comme pour plusieurs autres organisations, la COVID-19 influe sur nos activités, notre personnel, nos clients et nos fournisseurs. Son incidence est résumée à la rubrique « Répercussions de la COVID-19 et notre réaction » du présent rapport de gestion, à la page 4, ainsi que dans les sections qui en traitent.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de subir une perte financière si un client ou une contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations contractuelles. Il se présente surtout dans les domaines des prêts directs, du financement du commerce international et des activités de crédit-bail, mais il découle aussi de certains autres produits comme les garanties et les dérivés de crédit.

Profil de risque de crédit

	Page
Incidence de la COVID-19 sur le risque de crédit et incertitude relative à l'évaluation des estimations des PCA	20
Sommaire du risque de crédit	21
Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières	24
Qualité de crédit des instruments financiers	25
Prêts de gros	28
Prêts personnels	30
Prêts douteux	32

La rubrique « Gestion du risque de crédit » débutant à la page 35 du *Rapport et états financiers annuels 2019* renferme un sommaire de nos politiques et pratiques actuelles de gestion du risque de crédit. En 2020, nos méthodes et pratiques de gestion du risque de crédit n'ont fait l'objet d'aucun changement important, si ce n'est des améliorations qui leur ont été apportées afin d'évaluer l'incidence de la COVID-19 sur les pertes de crédit attendues, ce qui est décrit dans les sections suivantes.

Incidence de la COVID-19 sur le risque de crédit et incertitude relative à l'évaluation des estimations des PCA

La comptabilisation et l'évaluation des pertes de crédit attendues (les « PCA ») exigent de poser des jugements et de faire des estimations. Nous élaborons de nombreux scénarios économiques en nous fondant sur les prévisions économiques, scénarios qui sont qualifiés de scénarios économiques consensuels, nous appliquons les hypothèses qui s'en dégagent aux modèles du risque de crédit afin d'estimer les pertes de crédit futures et nous attribuons des taux de probabilité aux résultats afin d'en arriver à une estimation objective des PCA. Il y a lieu de se reporter à la section « Incertitude relative à l'évaluation et analyse de sensibilité des estimations des PCA » du *Rapport et états financiers annuels 2019* pour une description de la méthode utilisée ainsi que des scénarios économiques consensuels.

La propagation de la COVID-19 a eu et continue d'avoir de lourdes conséquences pour des entreprises partout dans le monde et les cadres économiques dans lesquels elles mènent leurs activités. Compte tenu de cette réalité, la direction a noté un élargissement marqué de la distribution des prévisions économiques non prises en compte dans les scénarios économiques consensuels. L'incidence estimative de la COVID-19 a été intégrée aux PCA par voie d'analyses de scénarios supplémentaires qui ont mis en jeu diverses hypothèses quant à la gravité et à la durée de la pandémie. Pour ce faire, une analyse du PIB fondée sur des pondérations probabilistes pour chaque trimestre de 2020 a notamment été réalisée, et les répercussions de la crise sur le chômage et d'autres variables économiques, selon diverses hypothèses quant à la reprise économique, ont été établies.

Description des scénarios économiques en lien avec la COVID-19

Nous appuyant sur la durée prévue des restrictions à l'échelle mondiale, les interventions budgétaires et politiques, la volatilité des prix du pétrole et le chômage, nous avons élaboré trois scénarios économiques en lien avec la COVID-19 (prévoyant un impact mineur, modéré ou majeur). Aux fins du calcul des PCA au 31 mars 2020, différents taux de probabilité ont été attribués à ces scénarios, soit 55 % pour celui faisant état d'un impact mineur de la COVID-19, 35 % pour celui prévoyant un impact modéré et 10 % pour celui reflétant un impact majeur. Ces scénarios sont utilisés en parallèle avec les scénarios économiques consensuels.

Ce qui suit indique les principales variables utilisées dans les scénarios ayant servi à calculer les PCA au 31 mars 2020¹.

Moyenne T1 2020 – T1 2025

	Scénarios consensuels	Impact mineur	Impact modéré	Impact majeur
Croissance du PIB (%)	1,7	1,3	0,8	0,3
Chômage (%)	6,0	6,5	7,1	8,8
Hausse des prix des habitations (%)	2,8	0,2	(1,5)	(1,9)
Prix du pétrole Brent (\$ US le baril)	48,7	47,4	44,7	42,5

¹ Pour la période comparative, la mise à jour trimestrielle des scénarios économiques consensuels n'a pas eu d'incidence importante.

En outre, afin d'établir l'ampleur des PCA au 31 mars 2020, la direction a pris en compte, lorsque cela s'y prêtait, tout recoupement subjectif, dont l'impact des demandes de répit financier, les programmes de soutien des gouvernements et les changements dans les garanties exigées. À mesure que nous en apprendrons davantage sur les répercussions de la pandémie sur la qualité de crédit des portefeuilles de prêts et des groupes d'emprunteurs, nous réviserons au besoin nos hypothèses et nous serons mieux en mesure d'évaluer où exactement le risque de crédit a nettement augmenté.

Ce qui suit indique l'impact global des scénarios supplémentaires en lien avec la COVID-19 et des autres recoupements subjectifs sur les PCA.

Incidence de la COVID-19 sur la correction de valeur pour PCA

	Au 31 mars 2020			Au 31 déc. 2019
	PCA – scénarios consensuels et selon des pondérations probabilistes	Scénarios supplémentaires associés à la COVID-19 et recoupements	Correction de valeur pour PCA	Correction de valeur pour PCA
	M\$	M\$	M\$	M\$
Prêts de gros	251	113	364	237
Prêts personnels	61	6	67	63
Total	312	119	431	300

Options d'allégement des paiements

En réaction à la COVID-19, nous continuons de travailler auprès de nos clients de gros et de détail qui pourraient avoir besoin de soutien supplémentaire pour gérer le cycle de leur fonds de roulement, leur chaîne d'approvisionnement ou d'autres risques ou pour qui une plus grande souplesse dans la gestion de leurs prêts serait bienvenue. Nous participons au Programme de crédit aux entreprises du gouvernement, aidant ainsi nos clients à obtenir du financement supplémentaire en ces temps difficiles.

Nous offrons aux clients touchés par la crise des solutions souples, comme le report des paiements hypothécaires pendant un maximum de six mois et un allégement sur d'autres produits de crédit. Ces options de répit financier permettent à nos clients de cesser temporairement d'effectuer leurs paiements réguliers. Pendant cette période, les intérêts continuent de courir sur l'encours de leurs prêts et ne seront exigibles qu'une fois celle-ci terminée.

Dans le cas des contrats qui sont modifiés, nous avons procédé à une évaluation approfondie afin de tenir compte de tous les renseignements raisonnables et probants au niveau individuel ou collectif, notre objectif étant d'identifier les clients les plus vulnérables, à long terme, aux conséquences économiques, ce qui pourrait se traduire par une forte hausse du risque de crédit. Aux fins du calcul des PCA, les reports de paiement ne sont pas considérés comme causant automatiquement une forte hausse

du risque de crédit ou le transfert des prêts concernés dans ceux des stades 2 ou 3, toutes choses étant égales par ailleurs.

Cette évaluation a pris en compte non seulement les mesures de répit utilisées, le cas échéant, mais aussi les autres informations raisonnables et probantes que nous avons au sujet du risque de défaillance sur la durée de vie des prêts.

Modification des contrats de prêt

Au 31 mars 2020, l'encours des prêts qui avaient été modifiés par suite de demandes d'allégement des paiements totalisait 82 M\$ pour ce qui est des prêts de gros et 118 M\$ dans le cas des prêts personnels.

Sommaire du risque de crédit

L'information qui suit présente la valeur comptable brute/valeur nominale des instruments financiers auxquels s'appliquent les exigences de dépréciation d'IFRS 9 ainsi que la correction de valeur pour PCA connexe.

Au 31 mars 2020, la correction de valeur pour PCA comprenait un montant de 381 M\$ relatif aux actifs détenus au coût amorti, un montant de 44 M\$ relatif aux engagements de prêts et aux garanties financières, un autre de 1 M\$ ayant trait aux instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et enfin une somme de 5 M\$ au titre des contrats de garantie de bonne exécution.

Sommaire des instruments financiers soumis aux exigences de dépréciation d'IFRS 9*

	Notes	Au			
		31 mars 2020		31 déc. 2019	
		Valeur comptable brute/valeur nominale	Correction de valeur pour PCA	Valeur comptable brute/valeur nominale	Correction de valeur pour PCA
		M\$	M\$	M\$	M\$
Prêts et avances à des clients au coût amorti		63 984	(340)	62 164	(242)
– particuliers		29 373	(65)	29 192	(60)
– grandes sociétés et entreprises		34 611	(275)	32 972	(182)
Prêts et avances à des banques au coût amorti		1 087	–	1 169	–
Autres actifs financiers évalués au coût amorti		22 652	(41)	11 662	(30)
– trésorerie et soldes détenus dans les banques centrales		4 159	–	54	–
– effets en cours de compensation auprès d'autres banques		9	–	15	–
– prises en pension à des fins autres que de transaction		6 523	–	6 269	–
– engagements de clients en contrepartie d'acceptations		4 475	(14)	3 505	(5)
– autres actifs, paiements anticipés et produits à recevoir	1	7 486	(27)	1 819	(25)
Total de la valeur comptable brute, montant constaté au bilan		87 723	(381)	74 995	(272)
Prêts et autres engagements relatifs au crédit		41 458	(42)	42 700	(22)
– particuliers		7 054	–	7 444	(1)
– grandes sociétés et entreprises		34 404	(42)	35 256	(21)
Garanties financières	2	2 136	(2)	2 124	(2)
– particuliers		7	–	7	–
– grandes sociétés et entreprises		2 129	(2)	2 117	(2)
Total de la valeur nominale, montant hors bilan	3	43 594	(44)	44 824	(24)
		Juste valeur	Correction de valeur pour PCA	Juste valeur	Correction de valeur pour PCA
		M\$	M\$	M\$	M\$
Instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	4	23 247	(1)	23 625	(1)

1 N'incluent que les instruments financiers qui sont assujettis aux exigences de dépréciation d'IFRS 9. Les autres actifs, paiements anticipés et produits à recevoir, tels qu'ils sont présentés au bilan consolidé, comprennent tant les actifs financiers que les actifs non financiers.

2 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

3 Représente le montant à risque maximal si les montants relatifs aux contrats étaient prélevés en entier et si le client n'honorait pas ses obligations.

4 Les instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global continuent d'être évalués à la juste valeur, la correction de valeur pour PCA étant traitée en tant qu'élément pour mémoire. La variation des PCA est comptabilisée dans l'état du résultat net en tant que variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit.

Le tableau qui suit donne un aperçu du risque de crédit de la banque, par stade et par secteur, ainsi que de la couverture des PCA associée. Les actifs financiers comptabilisés pour chaque stade sont assortis des caractéristiques suivantes :

Stade 1 : non dépréciés, sans hausse significative du risque de crédit et pour lesquels une correction de valeur pour PCA sur 12 mois est comptabilisée.

Stade 2 : hausse significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale et pour lesquels des PCA sur la durée de vie sont comptabilisées.

Stade 3 : indications objectives de dépréciation, par conséquent, considérés comme en défaillance ou autrement dépréciés et pour lesquels des PCA sur la durée de vie sont comptabilisées.

Sommaire du risque de crédit (compte non tenu des instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global) par stade et couverture des PCA*

	Valeur comptable brute/valeur nominale ¹				Correction de valeur pour PCA				% de couverture des PCA			
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	%	%	%	%
Prêts et avances à des clients au coût amorti	55 909	7 710	365	63 984	(49)	(147)	(144)	(340)	0,1	1,9	39,5	0,5
– particuliers	28 311	972	90	29 373	(10)	(38)	(17)	(65)	–	3,9	18,9	0,2
– grandes sociétés et entreprises	27 598	6 738	275	34 611	(39)	(109)	(127)	(275)	0,1	1,6	46,2	0,8
Prêts et avances à des banques au coût amorti	1 087	–	–	1 087	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres actifs financiers évalués au coût amorti	22 058	567	27	22 652	(4)	(10)	(27)	(41)	–	1,8	100,0	0,2
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	36 169	5 223	66	41 458	(8)	(34)	–	(42)	–	0,7	–	0,1
– particuliers	6 883	158	13	7 054	–	–	–	–	–	–	–	–
– grandes sociétés et entreprises	29 286	5 065	53	34 404	(8)	(34)	–	(42)	–	0,7	–	0,1
Garanties financières ²	1 949	187	–	2 136	(1)	(1)	–	(2)	0,1	0,5	–	0,1
– particuliers	6	1	–	7	–	–	–	–	–	–	–	–
– grandes sociétés et entreprises	1 943	186	–	2 129	(1)	(1)	–	(2)	0,1	0,5	–	0,1
Au 31 mars 2020	117 172	13 687	458	131 317	(62)	(192)	(171)	(425)	0,1	1,4	37,3	0,3

Prêts et avances à des clients au coût amorti	57 168	4 662	334	62 164	(40)	(85)	(117)	(242)	0,1	1,8	35,0	0,4
– particuliers	28 536	569	87	29 192	(14)	(31)	(15)	(60)	–	5,4	17,2	0,2
– grandes sociétés et entreprises	28 632	4 093	247	32 972	(26)	(54)	(102)	(182)	0,1	1,3	41,3	0,6
Prêts et avances à des banques au coût amorti	1 169	–	–	1 169	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres actifs financiers évalués au coût amorti	11 305	331	26	11 662	(2)	(3)	(25)	(30)	–	0,9	96,2	0,3
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	38 620	4 014	66	42 700	(6)	(15)	(1)	(22)	–	0,4	1,5	0,1
– particuliers	7 268	164	12	7 444	(1)	–	–	(1)	–	–	–	–
– grandes sociétés et entreprises	31 352	3 850	54	35 256	(5)	(15)	(1)	(21)	–	0,4	1,9	0,1
Garanties financières ²	1 921	201	2	2 124	(1)	(1)	–	(2)	0,1	0,5	–	0,1
– particuliers	6	1	–	7	–	–	–	–	–	–	–	–
– grandes sociétés et entreprises	1 915	200	2	2 117	(1)	(1)	–	(2)	0,1	0,5	–	0,1
Au 31 déc. 2019	110 183	9 208	428	119 819	(49)	(104)	(143)	(296)	–	1,1	33,4	0,2

¹ Représente le montant à risque maximal si les montants relatifs aux contrats étaient prélevés en entier et si le client n'honorait pas ses obligations.

² Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Rapport de gestion

Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières

Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières*¹

	Trimestre clos le							
	31 mars 2020				31 mars 2019			
	Non douteux		Douteux		Non douteux		Douteux	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Solde à l'ouverture de la période	47	101	118	266	43	99	89	231
Transferts d'instruments financiers :	4	(10)	6	—	7	(8)	1	—
– transferts du stade 1 au stade 2	(6)	6	—	—	(2)	2	—	—
– transferts du stade 2 au stade 1	9	(9)	—	—	8	(8)	—	—
– transferts vers le stade 3	—	(8)	8	—	—	(3)	3	—
– transferts hors du stade 3	1	1	(2)	—	1	1	(2)	—
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	(6)	8	—	2	(7)	5	—	(2)
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis	3	—	—	3	1	—	—	1
Variations des paramètres de risque	11	81	40	132	(10)	(5)	7	(8)
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)	(1)	(1)	(4)	(6)	—	(2)	(3)	(5)
Actifs sortis du bilan	—	—	(18)	(18)	—	—	(16)	(16)
Autres	—	3	2	5	—	—	(2)	(2)
Solde à la clôture de la période	58	182	144	384	34	89	76	199
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période	7	88	36	131	(16)	(2)	4	(14)
Reprises	—	—	(2)	(2)	—	—	(2)	(2)
Autres	—	—	—	—	—	—	—	—
Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période	7	88	34	129	(16)	(2)	2	(16)

¹ Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

	Trimestre clos le			
	31 mars 2020		31 mars 2019	
	Correction de valeur pour PCA/autres provisions pour pertes de crédit	Charge/(reprise) au titre des PCA	Correction de valeur pour PCA/autres provisions pour pertes de crédit	Charge/(reprise) au titre des PCA
	M\$	M\$	M\$	M\$
Tel qu'indiqué précédemment	384	129	199	(16)
Autres actifs financiers évalués au coût amorti	41	9	39	4
Contrats de garantie de bonne exécution	5	2	2	—
Instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	1	—	1	—
Total de la correction de valeur pour PCA/Total de la charge/(reprise) comptabilisée à l'état du résultat net au titre des PCA pour la période	431	140	241	(12)

Qualité de crédit des instruments financiers*

Nous évaluons la qualité de crédit de tous les instruments financiers qui sont exposés au risque de crédit. La qualité de crédit des instruments financiers reflète une évaluation à un moment précis de leur probabilité de défaillance, alors que les stades 1 et 2 selon IFRS 9 sont déterminés en fonction de

la détérioration relative de la qualité de crédit depuis la constatation initiale. Par conséquent, en ce qui concerne les instruments financiers non douteux, il n'existe aucun lien direct entre l'évaluation de la qualité de crédit et les stades 1 et 2 selon IFRS 9 même si, typiquement, la proportion des fourchettes inférieures de la qualité de crédit est plus importante au stade 2.

Définitions servant au classement selon la qualité

- Les prêts de la catégorie « excellente » sont associés à une grande capacité, de la part des emprunteurs, de respecter leurs engagements financiers et à une probabilité de défaillance négligeable ou faible et/ou de faibles niveaux de pertes prévues.
- Les prêts de la catégorie « bonne » doivent faire l'objet d'une surveillance un peu plus étroite et sont associés à une bonne capacité, de la part des emprunteurs, de respecter leurs engagements financiers et à un faible risque de défaillance.
- Les prêts de la catégorie « satisfaisante » doivent faire l'objet d'une surveillance plus étroite, les emprunteurs étant en mesure ou assez en mesure de respecter leurs engagements financiers, et sont associés à un risque de défaillance modéré.
- Les prêts de la catégorie « faible » exigent une attention soutenue, à divers degrés, et sont associés à un risque de défaillance plus inquiétant.
- Les prêts de la catégorie « douteuse » sont jugés comme douteux.

Les cinq catégories de classement de la qualité définies ci-dessus englobent toutes une fourchette de notations de crédit internes détaillées qui ont été attribuées aux activités d'octroi de prêts de gros et de prêts personnels ainsi que des notations externes qui ont été accordées par des agences externes aux titres de créance.

La qualité de crédit des prêts personnels est présentée en fonction d'une probabilité de défaillance sur 12 mois établie à un moment précis et au moyen de pondérations probabilistes. La qualité de crédit des prêts de gros est fondée sur des notations internes du risque de crédit.

Classement selon la qualité de crédit

	Titres de créance et autres lettres de change		Prêts de gros		Prêts personnels	
	Notation externe	Notation interne	Probabilité de défaillance sur 12 mois selon Bâle (%)	Notation interne	Probabilité de défaillance sur 12 mois selon Bâle et des pondérations probabilistes (%)	
Classement selon la qualité						
Excellente	A- et supérieure	CRR1 à CRR2	0,000-0,169	Fourchettes 1 et 2	0,000-0,500	
Bonne	BBB+ à BBB-	CRR3	0,170-0,740	Fourchette 3	0,501-1,500	
Satisfaisante	BB+ à B et non noté	CRR4 à CRR5	0,741-4,914	Fourchettes 4 et 5	1,501-20,000	
Faible	B- à C	CRR6 à CRR8	4,915-99,999	Fourchette 6	20,001-99,999	
Douteuse	Défaillance	CRR9 à CRR10	100,000	Fourchette 7	100,000	

Répartition, par qualité de crédit et par stade, des instruments financiers*

	Valeur comptable brute/valeur nominale					Total M\$	Correction de valeur pour PCA M\$	Valeur nette M\$
	Excellente M\$	Bonne M\$	Satisfaisante M\$	Faible M\$	Douteuse M\$			
Instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ¹	22 637	—	—	—	—	22 637	(1)	22 636
– stade 1	22 637	—	—	—	—	22 637	(1)	22 636
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Prêts et avances à des clients au coût amorti	31 015	18 740	12 375	1 489	365	63 984	(340)	63 644
– stade 1	30 822	17 278	7 653	156	—	55 909	(49)	55 860
– stade 2	193	1 462	4 722	1 333	—	7 710	(147)	7 563
– stade 3	—	—	—	—	365	365	(144)	221
Prêts et avances à des banques au coût amorti	1 085	2	—	—	—	1 087	—	1 087
– stade 1	1 085	2	—	—	—	1 087	—	1 087
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres actifs financiers au coût amorti	17 499	2 988	2 063	75	27	22 652	(41)	22 611
– stade 1	17 499	2 860	1 678	21	—	22 058	(4)	22 054
– stade 2	—	128	385	54	—	567	(10)	557
– stade 3	—	—	—	—	27	27	(27)	—
Total de la valeur comptable brute figurant au bilan	72 236	21 730	14 438	1 564	392	110 360	(382)	109 978
Cote de qualité de crédit en pourcentage du total	65,5 %	19,7 %	13,1 %	1,4 %	0,4 %	100,0 %		
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	16 564	15 264	8 705	859	66	41 458	(42)	41 416
– stade 1	16 537	14 364	5 099	169	—	36 169	(8)	36 161
– stade 2	27	900	3 606	690	—	5 223	(34)	5 189
– stade 3	—	—	—	—	66	66	—	66
Garanties financières ²	1 174	663	242	57	—	2 136	(2)	2 134
– stade 1	1 174	652	122	1	—	1 949	(1)	1 948
– stade 2	—	11	120	56	—	187	(1)	186
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Total de la valeur nominale ne figurant pas au bilan	17 738	15 927	8 947	916	66	43 594	(44)	43 550
Au 31 mars 2020	89 974	37 657	23 385	2 480	458	153 954	(426)	153 528

1 Aux fins des présentes, la valeur comptable brute est définie en tant que coût amorti d'un actif financier, compte non tenu de tout ajustement au titre des corrections de valeur pour perte. Ainsi, la valeur comptable brute des instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui est présentée ci-dessus ne correspond pas à la valeur inscrite au bilan puisqu'elle ne tient pas compte des profits et des pertes de juste valeur.

2 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Répartition, par qualité de crédit et par stade, des instruments financiers (suite)*

	Valeur comptable brute/valeur nominale					Total M\$	Correction de valeur pour PCA M\$	Valeur nette M\$
	Excellente M\$	Bonne M\$	Satisfaisante M\$	Faible M\$	Douteuse M\$			
Instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ¹	23 480	—	—	—	—	23 480	(1)	23 479
– stade 1	23 480	—	—	—	—	23 480	(1)	23 479
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Prêts et avances à des clients au coût amorti	30 152	17 813	12 304	1 561	334	62 164	(242)	61 922
– stade 1	30 082	17 292	9 620	174	—	57 168	(40)	57 128
– stade 2	70	521	2 684	1 387	—	4 662	(85)	4 577
– stade 3	—	—	—	—	334	334	(117)	217
Prêts et avances à des banques au coût amorti	1 169	—	—	—	—	1 169	—	1 169
– stade 1	1 169	—	—	—	—	1 169	—	1 169
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres actifs financiers au coût amorti	7 513	2 401	1 647	75	26	11 662	(30)	11 632
– stade 1	7 513	2 373	1 401	18	—	11 305	(2)	11 303
– stade 2	—	28	246	57	—	331	(3)	328
– stade 3	—	—	—	—	26	26	(25)	1
Total de la valeur comptable brute figurant au bilan	62 314	20 214	13 951	1 636	360	98 475	(273)	98 202
Cote de qualité de crédit en pourcentage du total	63,3 %	20,5 %	14,2 %	1,7 %	0,4 %	100,0 %		
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	16 851	16 796	8 208	779	66	42 700	(22)	42 678
– stade 1	16 831	15 908	5 772	109	—	38 620	(6)	38 614
– stade 2	20	888	2 436	670	—	4 014	(15)	3 999
– stade 3	—	—	—	—	66	66	(1)	65
Garanties financières ²	1 151	610	241	120	2	2 124	(2)	2 122
– stade 1	1 151	610	151	9	—	1 921	(1)	1 920
– stade 2	—	—	90	111	—	201	(1)	200
– stade 3	—	—	—	—	2	2	—	2
Total de la valeur nominale ne figurant pas au bilan	18 002	17 406	8 449	899	68	44 824	(24)	44 800
Au 31 déc. 2019	80 316	37 620	22 400	2 535	428	143 299	(297)	143 002

1 Aux fins des présentes, la valeur comptable brute est définie en tant que coût amorti d'un actif financier, compte non tenu de tout ajustement au titre des corrections de valeur pour perte. Ainsi, la valeur comptable brute des instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui est présentée ci-dessus ne correspond pas à la valeur inscrite au bilan puisqu'elle ne tient pas compte des profits et des pertes de juste valeur.

2 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Rapport de gestion

Prêts de gros

Total des prêts de gros – Prêts et avances à des clients au coût amorti

	Au			
	31 mars 2020		31 déc. 2019	
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA
Note	M\$	M\$	M\$	M\$
Grandes sociétés et entreprises				
– agriculture, foresterie et pêches	512	(5)	446	(9)
– extraction minière et exploitation de carrières	1 998	(98)	1 878	(42)
– fabrication	5 912	(36)	5 505	(27)
– électricité, gaz, vapeur et air conditionné	431	(2)	336	(1)
– aqueduc, égouts, gestion des déchets et remise en état	120	–	101	–
– construction	1 107	(13)	963	(11)
– commerce de gros et de détail et réparation de véhicules à moteur et de motocyclettes	6 210	(47)	5 728	(42)
– transport et entreposage	2 876	(20)	2 829	(14)
– hébergement et restauration	1 395	(8)	1 167	(1)
– édition, audiovisuel et diffusion	1 081	(6)	1 040	(6)
– immobilier	8 345	(21)	8 509	(12)
– activités professionnelles, scientifiques et techniques	1 203	(7)	1 181	(6)
– services administratifs et de soutien	1 012	(5)	1 090	(5)
– éducation	164	–	171	–
– santé et soins	270	–	244	–
– arts, divertissements et loisirs	281	–	294	–
– autres services	148	(1)	195	(1)
– gouvernement	28	–	25	–
– institutions financières non bancaires	1 518	(6)	1 270	(5)
Total	34 611	(275)	32 972	(182)
Par région	<i>2</i>			
Canada	32 469	(260)	30 547	(171)
– Colombie-Britannique	9 501	(39)	9 309	(27)
– Ontario	11 151	(60)	10 486	(49)
– Alberta	5 891	(115)	5 562	(59)
– Québec	4 241	(30)	3 812	(21)
– Saskatchewan et Manitoba	1 215	(11)	896	(10)
– Provinces de l'Atlantique	470	(5)	482	(5)
États-Unis d'Amérique	1 191	(7)	1 437	(4)
Autres	951	(8)	988	(7)
Total	34 611	(275)	32 972	(182)

1 La catégorie Extraction minière et exploitation de carrières inclut les expositions liées aux ressources énergétiques.

2 L'emplacement géographique provincial est établi en fonction de l'adresse de la succursale qui a octroyé le prêt et l'emplacement géographique à l'étranger est fondé sur le pays de constitution.

Prêts de gros – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières*¹

	Trimestre clos le								
	31 mars 2020				31 mars 2019				
	Non douteux		Douteux		Total	Non douteux		Douteux	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Stade 1		Stade 2	Stade 3	Total	
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$		
Solde à l'ouverture de la période	32	70	103	205	29	74	73	176	
Transferts d'instruments financiers :	(1)	(4)	5	—	—	(2)	2	—	
– transferts du stade 1 au stade 2	(5)	5	—	—	(2)	2	—	—	
– transferts du stade 2 au stade 1	3	(3)	—	—	2	(2)	—	—	
– transferts vers le stade 3	—	(6)	6	—	—	(2)	2	—	
– transferts hors du stade 3	1	—	(1)	—	—	—	—	—	
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	(1)	6	—	5	(2)	4	—	2	
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis	2	—	—	2	1	—	—	1	
Variations des paramètres de risque	16	69	32	117	(4)	(14)	(1)	(19)	
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)	—	—	(1)	(1)	—	(1)	—	(1)	
Actifs sortis du bilan	—	—	(14)	(14)	—	—	(12)	(12)	
Autres	—	3	2	5	—	—	(1)	(1)	
Solde à la clôture de la période	48	144	127	319	24	61	61	146	
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période	17	75	31	123	(5)	(11)	(1)	(17)	
Reprises sur pertes de valeur	—	—	—	—	—	—	—	—	
Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période	17	75	31	123	(5)	(11)	(1)	(17)	

¹ Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Au premier trimestre et en regard de ce qu'elle était au 31 décembre 2019, la correction de valeur pour PCA sur les prêts de gros a augmenté de 114 M\$, ou 56 %, et la variation des PCA sur ces prêts au cours de la période a donné lieu à une charge de 123 M\$ à l'état du résultat net, ce qui a découlé essentiellement de la dégradation des scénarios économiques prospectifs en lien avec la COVID-19.

Le total de la couverture pour PCA sur les prêts et avances à des clients des services aux grandes sociétés et entreprises se situait à 0,8 % au 31 mars 2020, ce qui signale une hausse de 0,2 % comparativement à celui au 31 décembre 2019. Au cours du premier trimestre, cette couverture est demeurée stable en ce qui a trait aux prêts de stade 1. Quant à celle sur les prêts de stade 2 et 3, elle a augmenté, pour se situer respectivement à 1,6 % et à 46,2 %.

Rapport de gestion

Prêts personnels

Total des prêts personnels - Prêts et avances à des clients au coût amorti

	Au			
	31 mars 2020		31 déc. 2019	
	Valeur comptable brute M\$	Correction de valeur pour PCA M\$	Valeur comptable brute M\$	Correction de valeur pour PCA M\$
Prêts hypothécaires résidentiels	26 168	(24)	25 855	(23)
Marges de crédit sur l'avoir propre	1 643	(4)	1 664	(4)
Facilités de crédit personnel renouvelables	585	(14)	610	(14)
Autres facilités de crédit personnel	647	(6)	665	(4)
Portefeuille de prêts de détail sur cartes de crédit	277	(10)	341	(9)
Portefeuille de prêts à la consommation en voie de liquidation	53	(7)	57	(6)
Total	29 373	(65)	29 192	(60)
Par région	<i>1</i>			
Canada	29 191	(63)	29 009	(58)
– Colombie-Britannique	14 428	(25)	14 327	(22)
– Ontario	11 169	(20)	11 161	(18)
– Alberta	1 698	(7)	1 663	(7)
– Québec	1 344	(5)	1 327	(6)
– Saskatchewan et Manitoba	312	(2)	304	(2)
– Provinces de l'Atlantique	233	(4)	220	(3)
– Territoires	7	–	7	–
Autres	182	(2)	183	(2)
Total	29 373	(65)	29 192	(60)

1 L'emplacement géographique est fondé sur l'adresse du client.

Prêts personnels – Rapprochement des corrections de valeur à l’égard des prêts et avances à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières*¹

	Trimestre clos le								
	31 mars 2020				31 mars 2019				
	Non douteux		Douteux		Total	Non douteux		Douteux	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Stade 1		Stade 2	Stade 3	Total	
Correction de valeur pour PCA	Correction de valeur pour PCA	Correction de valeur pour PCA	Correction de valeur pour PCA	Correction de valeur pour PCA	Correction de valeur pour PCA	Correction de valeur pour PCA	Correction de valeur pour PCA		
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$		
Solde à l’ouverture de la période	15	31	15	61	14	25	16	55	
Transferts d’instruments financiers :	5	(6)	1	—	7	(6)	(1)	—	
– transferts du stade 1 au stade 2	(1)	1	—	—	—	—	—	—	
– transferts du stade 2 au stade 1	6	(6)	—	—	6	(6)	—	—	
– transferts vers le stade 3	—	(2)	2	—	—	(1)	1	—	
– transferts hors du stade 3	—	1	(1)	—	1	1	(2)	—	
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d’un stade à l’autre	(5)	2	—	(3)	(5)	1	—	(4)	
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis	1	—	—	1	—	—	—	—	
Variations des paramètres de risque	(5)	12	8	15	(6)	9	8	11	
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)	(1)	(1)	(3)	(5)	—	(1)	(3)	(4)	
Actifs sortis du bilan	—	—	(4)	(4)	—	—	(4)	(4)	
Autres	—	—	—	—	—	—	(1)	(1)	
Solde à la clôture de la période	10	38	17	65	10	28	15	53	
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période	(10)	13	5	8	(11)	9	5	3	
Reprises sur pertes de valeur	—	—	(2)	(2)	—	—	(2)	(2)	
Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période	(10)	13	3	6	(11)	9	3	1	

¹ Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Le total de la correction de valeur pour PCA sur les prêts personnels a augmenté de 4 M\$ pour le trimestre, ce qui a découlé surtout de la dégradation des scénarios économiques prospectifs en lien avec la COVID-19.

Pour le trimestre, la banque a constaté une charge au titre des PCA de 8 M\$ en ce qui a trait au portefeuille de prêts personnels, facteur qui a été atténué par des reprises totalisant 2 M\$.

Les sorties du bilan ont principalement trait aux cartes de crédit de détail, aux facilités de crédit personnel renouvelables et aux prêts hypothécaires résidentiels.

Prêts hypothécaires et marges de crédit sur l’avoir propre

Les portefeuilles de prêts hypothécaires et de marges de crédit sur l’avoir propre de la banque sont jugés à faible risque puisque la plupart d’entre eux sont garantis par une sûreté de premier rang grevant le bien immobilier sous-jacent.

Les tableaux ci-après présentent en détail la façon dont la banque atténue davantage le risque par une diversification géographique des marchés où elle exerce ses activités et par la souscription d’assurances couvrant la défaillance potentielle des emprunteurs. Par ailleurs, la banque s’impose des normes strictes en matière de souscription et de surveillance des portefeuilles dans le but d’en maintenir la qualité.

Assurance et répartition géographique¹

	Prêts hypothécaires résidentiels				Marges de crédit sur l’avoir propre ²		
	Assurés ³		Non assurés ³		Total	Non assurés	
	M\$	%	M\$	%		M\$	%
Colombie-Britannique	1 116	8 %	12 304	92 %	13 420	808	100 %
Ouest canadien ⁴	605	38 %	996	62 %	1 601	187	100 %
Ontario	1 735	17 %	8 731	83 %	10 466	586	100 %
Québec et provinces de l’Atlantique	465	35 %	857	65 %	1 322	86	100 %
Au 31 mars 2020	3 921	15 %	22 888	85 %	26 809	1 667	100 %

Assurance et répartition géographique¹ (suite)

	Prêts hypothécaires résidentiels ⁵				Marges de crédit sur l'avoir propre ^{2, 5}		
	Assurés ³		Non assurés ³		Total	Non assurés	
	M\$	%	M\$	%	M\$	M\$	%
Colombie-Britannique	960	7 %	12 393	93 %	13 353	822	100 %
Ouest canadien ⁴	476	30 %	1 103	70 %	1 579	190	100 %
Ontario	1 298	13 %	8 919	87 %	10 217	589	100 %
Québec et provinces de l'Atlantique	384	29 %	933	71 %	1 317	88	100 %
Au 31 déc. 2019	3 118	12 %	23 348	88 %	26 466	1 689	100 %

1 La répartition géographique est fonction de l'emplacement des propriétés.

2 Les marges de crédit sur l'avoir propre sont des marges de crédit garanties par la valeur nette d'une propriété.

3 Les prêts hypothécaires assurés sont protégés des pertes potentielles liées aux emprunteurs par la souscription d'une assurance auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement ou d'autres assureurs privés autorisés.

4 La région de l'Ouest canadien exclut la Colombie-Britannique.

5 Certains montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice à l'étude.

Durée d'amortissement¹

	Prêts hypothécaires résidentiels		
	≤ 20 ans	> 20 à ≤ 25 ans	> 25 à ≤ 30 ans
Au 31 mars 2020	20,2 %	49,4 %	30,3 %
Au 31 déc. 2019	20,1 %	48,0 %	31,9 %

1 La durée d'amortissement est fondée sur la durée résiduelle des prêts hypothécaires résidentiels.

Ratios prêt-valeur moyens des nouveaux prêts^{1, 2}

	À la clôture du trimestre	
	Ratio prêt-valeur des prêts non assurés (en %) ³	
	Prêts hypothécaires résidentiels %	Marges de crédit sur l'avoir propre %
Colombie-Britannique	58,2 %	52,3 %
Ouest canadien ⁴	65,8 %	64,1 %
Ontario	62,7 %	59,2 %
Québec et provinces de l'Atlantique	64,4 %	56,5 %
Total au Canada pour le trimestre clos le 31 mars 2020	61,2 %	56,0 %
Total au Canada pour le trimestre clos le 31 déc. 2019	61,0 %	57,0 %

1 Tous les nouveaux prêts et toutes les nouvelles marges de crédit sur l'avoir propre ont été octroyés par la banque. Aucune acquisition n'a été effectuée durant la période.

2 Les nouveaux prêts excluent les renouvellements des prêts hypothécaires déjà consentis.

3 Les ratios prêt-valeur sont de simples moyennes calculées à partir de la valeur des propriétés à la date de l'octroi du prêt hypothécaire.

4 La région de l'Ouest canadien exclut la Colombie-Britannique.

Répercussions potentielles d'un ralentissement économique sur les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur l'avoir propre

La banque soumet son portefeuille de prêts personnels à des simulations de crise afin d'évaluer l'incidence d'une augmentation du taux de chômage et des taux d'intérêt, d'une baisse de la valeur des propriétés et des fluctuations d'autres variables macroéconomiques pertinentes. L'augmentation potentielle des pertes liées au portefeuille de prêts hypothécaires en cas de détérioration de l'économie est jugée surmontable compte tenu de la diversification de ce portefeuille, de son faible ratio prêt-valeur et des stratégies d'atténuation des risques en place.

Prêt douteux

Le tableau ci-après renferme une analyse de la valeur comptable brute des prêts et avances à des banques et à des clients qui sont considérés comme douteux (actifs financiers de stade 3).

Prêts et avances douteux à des banques et à des clients*

	Notes	Au			
		31 mars 2020		31 déc. 2019	
		Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA
		M\$	M\$	M\$	M\$
Grandes sociétés et entreprises		275	(127)	247	(102)
– agriculture, foresterie et pêches		9	(2)	10	(5)
– extraction minière et exploitation de carrières	1	129	(59)	62	(24)
– fabrication		44	(17)	39	(13)
– construction		13	(7)	13	(8)
– commerce de gros et de détail et réparation de véhicules à moteur et de motocyclettes		33	(19)	51	(29)
– transport et entreposage		8	(7)	7	(5)
– hébergement et restauration		3	(2)	–	–
– édition, audiovisuel et diffusion		15	(4)	15	(4)
– immobilier		16	(6)	8	(7)
– activités professionnelles, scientifiques et techniques		–	–	37	(3)
– services administratifs et de soutien		4	(3)	4	(3)
– autres services		–	–	–	–
– institutions financières non bancaires		1	(1)	1	(1)
Ménages	2	90	(17)	87	(15)
Prêts et avances à des banques		–	–	–	–
Total		365	(144)	334	(117)

1 La catégorie Extraction minière et exploitation de carrières inclut les expositions liées au secteur de l'énergie.

2 La catégorie Ménages tient compte du portefeuille de prêts personnels.

Prêts renégociés

La valeur comptable des prêts renégociés s'établissait à 216 M\$ au 31 mars 2020 (135 M\$ au 31 décembre 2019).

Risque de liquidité et risque de financement

Le risque de liquidité s'entend du risque que la banque ne dispose pas des fonds nécessaires pour faire face à ses engagements lorsqu'ils deviennent exigibles ou qu'elle doit obtenir ces fonds à un coût excessif. Ce risque découle des décalages entre les flux de trésorerie entrants et sortants.

Le risque de financement représente le risque qu'un financement considéré comme viable et qui, par conséquent, est utilisé pour financer des actifs, se révèle non viable avec le temps. Ce risque se pose lorsque le financement requis pour les positions en actifs non liquides ne peut être obtenu selon les modalités escomptées et au moment voulu.

Gestion du risque de liquidité et du risque de financement

Nous continuons d'exécuter notre stratégie de gestion des risques de liquidité et de financement qui est décrite à la rubrique « Risque de liquidité et de financement » du *Rapport et états financiers annuels 2019*. Le cadre interne de gestion du risque de liquidité et du risque de financement de la banque se fonde sur le cadre réglementaire du ratio de liquidité à court terme (*Liquidity Coverage Ratio* ou « LCR ») et du ratio de liquidité à long terme (*Net Stable Funding Ratio* ou « NSFR »), et comporte aussi d'autres mesures, limites et recoupements servant à gérer les risques qui, selon la banque, ne sont pas adéquatement couverts par le cadre réglementaire externe.

La banque continue de surveiller ces risques à la lumière des limites établies à l'égard de son degré de tolérance au risque et des paramètres de son cadre de gestion.

Actifs liquides

Le tableau qui suit indique l'estimation de la valeur de liquidité non pondérée (compte non tenu des décotes présumées) des actifs classés comme liquides et servant à calculer le LCR du BSIF. Le niveau des actifs liquides présenté reflète les actifs liquides non grevés à la date de présentation de l'information, selon la définition réglementaire des actifs liquides. Les actifs liquides comprennent la trésorerie ou les actifs pouvant être convertis en trésorerie sans perte de valeur ou avec une légère perte de valeur.

Les actifs liquides se sont améliorés de 3,3 G\$ par rapport à ce qu'ils étaient au 31 décembre 2019, en raison surtout de l'augmentation du financement à court terme ainsi que des dépôts, ce qui a été contrebalancé par une hausse des prêts.

Actif liquides¹

	Au	
	31 mars 2020	31 déc. 2019
	M\$	M\$
Niveau 1	22 763	18 969
Niveau 2a	4 138	4 603
Niveau 2b	75	98
Total	26 976	23 670

1 Les soldes des actifs liquides qui sont présentés sont ceux en vigueur aux dates indiquées (taux au comptant) et ils ne sont pas pondérés. Par conséquent, ils ne correspondent pas à ceux figurant dans les calculs du LCR, lesquels représentent la moyenne du trimestre et sont pondérés.

Réglementation en matière de liquidité

Conformément à la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF, qui incorpore les normes de liquidité de Bâle, la banque est tenue d'avoir un LCR de plus de 100 % et de surveiller ses flux de trésorerie nets cumulatifs (*Net Cumulative Cash Flow* ou « NCCF »). Le LCR est un indicateur de la suffisance des liquidités sur une période de crise de 30 jours, tandis que les NCCF sont un outil qui mesure la période visée par des flux de trésorerie nets positifs afin de saisir le risque que représentent les asymétries de financement entre les actifs et les passifs. Au 31 mars 2020, la banque respectait ces deux exigences. Le BSIF a, en date du 1^{er} janvier 2020, modifié le LCR et d'autres mesures de la liquidité en vertu de ses lignes directrices *Normes de liquidité* et B-6. Les changements apportés n'ont eu aucune incidence importante sur l'approche d'estimation de la liquidité et du financement qu'emploie la banque.

Pour établir ses besoins en matière de liquidité à long terme, la banque calcule le NSFR conformément à la publication numéro 295 du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (le « CBCB »), en attendant sa mise en application. Le BSIF a appliqué le NSFR à compter du 1^{er} janvier 2020 pour les banques d'importance systémique intérieure (les « BISi »). Le BSIF poursuit son évaluation des exigences relatives aux institutions autres que des BISi, dont la banque fait partie. En Europe, l'application du NSFR est prévue pour 2021. Le NSFR oblige les banques à maintenir un profil de financement stable par rapport à la composition de leurs actifs et à leurs activités hors bilan, et il rend compte de leur profil de financement à long terme (financement d'une durée de plus de un an). Ce ratio se veut un complément du LCR.

En mars 2020, les marchés financiers sont devenus extrêmement volatils en raison de l'accélération de la propagation de la COVID-19, ce qui a fortement perturbé les activités commerciales et économiques. Afin d'aider nos clients, nous avons accru les niveaux de financement. Par conséquent et en regard de celui du trimestre précédent, le LCR moyen de la banque est passé de 140 % à 156 %.

Le tableau suivant présente le LCR de la banque, tel qu'il est défini par le BSIF. Pour le trimestre clos le 31 mars 2020, son LCR moyen, soit 156 %, a été calculé en tant que ratio des actifs liquides de haute qualité au total des sorties de trésorerie nettes en cas de crise dans les 30 prochains jours civils. Les actifs liquides de haute qualité sont essentiellement composés d'actifs de niveau 1, tels que la trésorerie, les dépôts auprès des banques centrales et les titres de premier ordre que des administrations publiques, des banques centrales ou des entités supranationales ont émis ou garantis.

Ratio de liquidité à court terme du BSIF¹

	Moyenne pour le trimestre clos le ¹	
	31 mars 2020	31 déc. 2019
Total des actifs liquides de haute qualité ² (M\$)	23 965	24 434
Total des sorties de trésorerie nettes ² (M\$)	15 399	17 450
Ratio de liquidité à court terme (%)	156	140

¹ Les données présentées dans ce tableau ont été calculées à partir des moyennes des chiffres à la clôture de chaque mois du trimestre. Par conséquent, le LCR est un ratio moyen pour les trois mois du trimestre et peut ne pas correspondre au LCR calculé en divisant le total pondéré des actifs liquides de haute qualité par le total des sorties de trésorerie nettes pondérées.

² Ces valeurs sont pondérées et calculées après l'application des pondérations prescrites aux termes de la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF s'appliquant aux actifs liquides de haute qualité et aux entrées et sorties de trésorerie.

Risque de marché

Le risque de marché s'entend du risque que les fluctuations des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les taux de change, les écarts de crédit, les prix des marchandises et les cours des actions, aient une incidence défavorable sur notre résultat ou sur la valeur de notre actif et de notre passif.

Gestion du risque de marché

Les responsables de la gestion du risque de marché sont indépendants des secteurs d'activité et se doivent d'établir des politiques, des procédures et des limites en accord avec le degré de tolérance au risque de la banque. Les objectifs de la gestion du risque de marché sont de repérer, mesurer et contrôler l'exposition au risque de marché afin d'optimiser le rendement par rapport au risque et de respecter le degré de tolérance au risque de la banque.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques » du *Rapport et états financiers annuels 2019* pour une description de la façon dont la banque gère le risque de marché ainsi que des explications plus détaillées sur les autres mesures de ce risque.

Valeur à risque (« VaR »)

La VaR relève d'une technique qui permet d'évaluer, pour une période définie et selon un intervalle de confiance donné, les pertes que la banque pourrait subir sur ses positions à risque si les taux et les cours du marché fluctuaient. L'utilisation de la VaR est intégrée à la gestion du risque de marché et calculée pour tous les éléments détenus à des fins de transaction et les éléments détenus à des fins autres que de transaction afin que la banque puisse avoir une vision d'ensemble du risque.

La VaR indiquée dans les tableaux et le graphique qui suivent représente la VaR globale de la banque eu égard aux portefeuilles détenus à des fins de transaction ou à d'autres fins et elle est demeurée dans les limites de la banque.

Le total de la VaR, soit 11,1 M\$, pour le trimestre clos le 31 mars 2020 a diminué de 2,1 M\$ sur un an en raison de la réduction du risque de taux d'intérêt des portefeuilles non détenus à des fins de transaction. Pour la même période, le total de la VaR moyenne s'est chiffré à 11,6 M\$, ayant diminué de 1,6 M\$. Le total de la VaR provient surtout de celle des portefeuilles non détenus à des fins de transaction.

La pandémie de COVID-19 et la fin abrupte des négociations entre l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (« l'OPEP ») et la Russie se sont soldées par un recul des prix du pétrole et ont rendu les marchés volatils. Afin de gérer le risque de la banque pendant cette période d'instabilité, les équipes chargées des activités de négociation l'ont réduit à un minimum dès que cette période a débuté, ce qui a fait que dans le cas des portefeuilles détenus à des fins de transaction, tant la VaR à la clôture du trimestre que la VaR moyenne pour ces trois mois ont diminué, s'établissant ainsi à 1,1 M\$ et à 1,5 M\$, respectivement, ce qui traduit des baisses respectives de 0,8 M\$ et de 0,1 M\$.

Total de la VaR

	Trimestre clos le	
	31 mars 2020	31 mars 2019
	M\$	M\$
À la clôture de la période	11,1	13,2
Moyenne	11,6	13,2
Minimum	7,2	10,8
Maximum	15,7	15,7

VaR des portefeuilles non détenus à des fins de transaction

	Trimestre clos le	
	31 mars 2020	31 mars 2019
	M\$	M\$
À la clôture de la période	12,0	13,2
Moyenne	11,6	13,2
Minimum	7,0	11,2
Maximum	15,6	15,5

VaR des portefeuilles détenus à des fins de transaction (par type de risque)¹

	Note	Change et	Taux d'intérêt	Capitaux	Écarts de	Diversification	Total ⁴
		marchandises	M\$	propres	crédit	des portefeuilles ²	
		M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
De janvier à mars 2020							
À la clôture de la période		—	0,9	—	0,5	(0,3)	1,1
Moyenne		—	1,2	—	0,8	(0,5)	1,5
Minimum	3	—	0,6	—	0,3	—	0,6
Maximum	3	—	2,0	—	2,5	—	3,2
De janvier à mars 2019							
À la clôture de la période		—	1,5	—	1,0	(0,6)	1,9
Moyenne		—	1,4	—	0,6	(0,4)	1,6
Minimum	3	—	1,1	—	0,3	—	1,3
Maximum	3	—	1,8	—	1,1	—	2,0

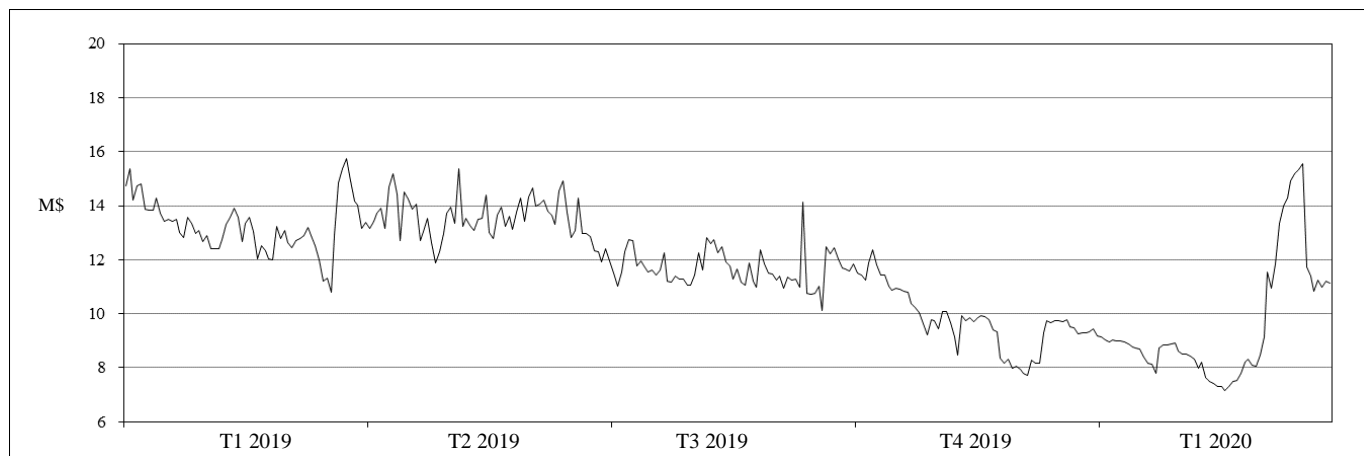
¹ Les portefeuilles détenus à des fins de transaction comprennent les positions découlant de la tenue de marché d'instruments financiers et des positions en dérivés des clients.

² La diversification des portefeuilles s'entend de l'effet de dispersion du risque de marché associé à la détention d'un portefeuille exposé à divers types de risque. Elle représente la réduction d'un risque de marché spécifique qui survient lorsque l'on regroupe, dans un même portefeuille, plusieurs types de risque, tels ceux liés aux taux d'intérêt, aux capitaux propres et aux taux de change. Cette mesure est évaluée en fonction de l'écart entre le total de la VaR, tous risques confondus, et le total des VaR par type de risque. Un montant négatif représente les avantages que procure la diversification des portefeuilles.

³ Comme les montants maximums et minimums surviennent des jours différents, selon le type de risque, le calcul des avantages de la diversification des portefeuilles à l'égard de telles mesures ne fournirait aucun renseignement pertinent. Certains petits écarts dans les chiffres présentés résultent de l'arrondissement des montants.

⁴ Le total de la VaR ne correspond pas à celui qui serait obtenu en additionnant les montants associés à tous les types de risque en raison des répercussions de la diversification.

Total de la VaR quotidienne – données quotidiennes sur un an



Risque structurel de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que les fluctuations des taux d'intérêt du marché aient une incidence défavorable sur le résultat ou le capital. Le risque structurel de taux d'intérêt correspond à celui découlant des actifs et des passifs détenus à des fins autres que de transaction par la banque et des fonds de l'actionnaire.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risque structurel de taux d'intérêt » du *Rapport et états financiers annuels 2019* pour une description de la façon dont la banque gère le risque structurel de taux d'intérêt ainsi que pour une explication de ses mesures de surveillance.

Sensibilité des portefeuilles non détenus à des fins de transaction au risque structurel de taux d'intérêt (incidence avant impôt d'une variation immédiate et soutenue des taux d'intérêt)

	31 mars 2020		31 mars 2019	
	Valeur économique des capitaux propres M\$	Résultat à risque M\$	Valeur économique des capitaux propres M\$	Résultat à risque M\$
Hausse de 100 points de base	(238)	167	(103)	132
Baisse de 100 points de base	178	(45)	40	(95)

Facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs

La rubrique « Gestion des risques » du rapport de gestion décrit les risques les plus importants auxquels la banque est exposée et qui, s'ils ne sont pas gérés adéquatement, pourraient avoir d'importantes répercussions sur ses résultats financiers futurs.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » du *Rapport et états financiers annuels 2019* pour une description de facteurs additionnels pouvant influencer sur les résultats financiers à venir.

Capital

Notre objectif en matière de gestion du capital consiste à maintenir des niveaux appropriés de capital afin de soutenir notre stratégie d'entreprise et de respecter la réglementation.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Capital » du *Rapport et états financiers annuels 2019* pour obtenir une description de la façon dont la banque gère son capital.

Les ratios du capital réglementaire et du capital figurant dans les tableaux ci-après ont été établis selon une formule de calcul « tout compris » que prescrit Bâle III, formule qui élimine graduellement les instruments de fonds propres non admissibles sur une période de 10 ans qui a débuté le 1^{er} janvier 2013.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2020, la banque a respecté les limites imposées à l'égard de son capital réglementaire.

Ratios du capital réglementaire

Ratios du capital réglementaire réels et exigences en matière de capital réglementaire

	Notes	31 mars 2020 %	31 déc. 2019 %
Ratios du capital réglementaire réels			
<i>1</i>			
– ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1		12,0	11,3
– ratio du capital de catégorie 1		14,5	13,9
– ratio du capital total		16,9	16,4
– ratio de levier		5,0	4,9
Exigences en matière de capital réglementaire			
<i>2</i>			
– ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1 minimal		7,0	7,0
– ratio du capital de catégorie 1 minimal		8,5	8,5
– ratio du capital total minimal		10,5	10,5

1 Présentation sur une base aux termes de Bâle III qui élimine graduellement les instruments de fonds propres non admissibles sur une période de 10 ans qui a débuté le 1^{er} janvier 2013.

2 Ratios du capital cibles que prescrit le BSIF incluant la réserve de conservation de fonds propres requise.

Capital réglementaire

Total du capital réglementaire et actifs pondérés en fonction des risques

		31 mars 2020	31 déc. 2019
	Notes	M\$	M\$
Capitaux propres ordinaires bruts	1	5 512	5 009
Ajustements réglementaires		(346)	(246)
Capitaux propres ordinaires de catégorie 1	4	5 166	4 763
Capital de catégorie 1 supplémentaire admissible		1 100	1 100
Capital de catégorie 1		6 266	5 863
Capital de catégorie 2	2, 4	1 037	1 037
Total du capital		7 303	6 900
Actifs pondérés en fonction des risques	3	43 128	42 080

- 1 Comprend les capitaux propres ordinaires, les résultats non distribués et le cumul des autres éléments du résultat global.
- 2 Comprend les instruments de fonds propres devant être éliminés graduellement et les corrections de valeur.
- 3 En avril 2020, le BSIF a, en raison de l'évolution de la situation actuelle, annoncé certaines mesures d'assouplissement réglementaire en guise d'appui aux efforts déployés en lien avec la COVID-19. Avec prise d'effet au premier trimestre de 2020, le BSIF a abaissé le coefficient de plancher de fonds propres de 75 % à 70 %. Le nouveau coefficient de plancher devrait demeurer en vigueur jusqu'au premier trimestre de 2023.
- 4 En raison des nouvelles dispositions transitoires et, avec prise d'effet au 31 mars 2020, une partie des corrections de valeur qui auraient autrement été incluses dans le capital de catégorie 2 l'ont plutôt été dans les capitaux propres ordinaires de catégorie 1 (« CET1 »). L'incidence de ce changement était négligeable au 31 mars 2020.

Actions en circulation et dividendes

	Notes	Trimestre clos le			Exercice clos le		
		31 mars 2020			31 déc. 2019		
		Dividende en \$ par action	Nombre d'actions émises en milliers	Valeur comptable M\$	Dividende en \$ par action	Nombre d'actions émises en milliers	Valeur comptable M\$
Actions ordinaires	1, 2	0,32085	548 668	1 725	0,86230	498 668	1 225
Actions privilégiées de catégorie 1	3						
- série G		0,25000	20 000	500	1,00000	20 000	500
- série I		0,28750	14 000	350	1,15000	14 000	350
- série K	4	0,34063	10 000	250	0,35560	10 000	250

1 Les dividendes comptabilisés dans les états financiers sont les dividendes par action ordinaire déclarés au cours d'un exercice et non les dividendes versés pour cet exercice ou à l'égard de celui-ci.

2 Des actions ordinaires ont été émises le 30 mars 2020.

3 Les dividendes en trésorerie sur les actions privilégiées sont non cumulatifs et sont payables trimestriellement.

4 Les actions privilégiées de catégorie 1, série K ont été émises le 27 septembre 2019 et les premiers dividendes sur celles-ci ont été déclarés au quatrième trimestre de 2019 et ont été versés, conformément à leurs modalités et de la façon habituelle, le 31 décembre 2019 ou le premier jour ouvrable suivant.

Dividendes déclarés au premier trimestre de 2020

Au premier trimestre de 2020, la banque a déclaré un dividende final de 160 M\$ sur ses actions ordinaires relativement à l'exercice clos le 31 décembre 2019 ainsi que des dividendes trimestriels réguliers de 12 M\$ sur toutes ses séries d'actions privilégiées de catégorie 1 pour le premier trimestre de 2020.

Dividendes déclarés au deuxième trimestre de 2020

Le 24 avril 2020, la banque a déclaré, pour le deuxième trimestre de 2020, des dividendes trimestriels réguliers sur toutes ses séries d'actions privilégiées de catégorie 1. Ces dividendes seront versés, conformément à leurs modalités et de la façon habituelle, le 30 juin 2020 ou le premier jour ouvrable suivant, à l'actionnaire inscrit le 15 juin 2020.

Puisque les dividendes sur les actions privilégiées pour le deuxième trimestre de 2020 ont été déclarés après le 31 mars 2020, leur montant n'a pas été inscrit au passif du bilan.

États financiers consolidés

	Page		Page
État consolidé du résultat net	39	6 Dérivés	47
État consolidé du résultat global	40	7 Placements financiers	48
Bilan consolidé	41	8 Autres actifs	48
Tableau consolidé des flux de trésorerie	42	9 Passifs détenus à des fins de transaction	48
État consolidé des variations des capitaux propres	43	10 Titres de créance émis	48
Notes annexes		11 Autres passifs	49
1 Base d'établissement et principales méthodes comptables	44	12 Juste valeur des instruments financiers	49
2 Produits de commissions nets	45	13 Actions en justice et litiges de nature réglementaire	50
3 Rémunération et avantages du personnel	45	14 Événements postérieurs à la date de clôture	51
4 Analyse sectorielle	46		
5 Actifs détenus à des fins de transaction	47		

État consolidé du résultat net

	Notes	Trimestre clos le	
		31 mars 2020	31 mars 2019
		M\$	M\$
Produits d'intérêts nets		318	323
– produits d'intérêts		668	680
– charges d'intérêts		(350)	(357)
Produits de commissions nets	2	178	156
– produits de commissions		201	179
– charges de commissions		(23)	(23)
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction		26	48
Profits diminués des pertes liés aux placements financiers		16	8
Autres produits d'exploitation		8	10
Total du résultat d'exploitation		546	545
Variations des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise		(140)	12
Résultat d'exploitation net		406	557
Rémunération et avantages du personnel	3	(169)	(174)
Charges générales et administratives		(130)	(131)
Amortissement des immobilisations corporelles		(20)	(18)
Amortissement et perte de valeur des immobilisations incorporelles		(8)	(5)
Total des charges d'exploitation		(327)	(328)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat		79	229
Charge d'impôt sur le résultat		(13)	(62)
Bénéfice de la période		66	167
Attribuable :			
– à l'actionnaire ordinaire		54	158
– au détenteur d'actions privilégiées		12	9
Bénéfice de la période		66	167
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)		499 767	498 668
Bénéfice par action ordinaire, de base et après dilution (\$)		0,11 \$	0,32 \$

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États financiers consolidés (non audité)

État consolidé du résultat global

	Trimestre clos le	
	31 mars 2020	31 mars 2019
	M\$	M\$
Bénéfice de la période	66	167
Autres éléments du résultat global		
Éléments qui seront ultérieurement reclassés en résultat net à la réalisation de conditions précises :		
Instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(61)	74
– (pertes)/profits sur la juste valeur	(68)	109
– profits sur la juste valeur transférés à l'état du résultat net à la cession	(16)	(8)
– impôt sur le résultat	23	(27)
Couvertures de flux de trésorerie	160	43
– profits sur la juste valeur	235	108
– profits sur la juste valeur reclassés à l'état du résultat net	(17)	(49)
– impôt sur le résultat	(58)	(16)
Éléments qui ne seront pas ultérieurement reclassés en résultat net :		
Réévaluation des régimes à prestations définies	14	(11)
– avant l'impôt sur le résultat	19	(15)
– impôt sur le résultat	(5)	4
Instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(3)	–
– perte sur la juste valeur	(3)	–
Autres éléments du résultat global pour la période, après impôt	110	106
Résultat global total pour la période	176	273
Attribuable :		
– à l'actionnaire ordinaire	164	264
– au détenteur d'actions privilégiées	12	9
Résultat global total pour la période	176	273

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Bilan consolidé

	Notes	Au	
		31 mars 2020 M\$	31 déc. 2019 M\$
Actif			
Trésorerie et soldes détenus dans des banques centrales		4 159	54
Effets en cours de compensation auprès d'autres banques		9	15
Actifs détenus à des fins de transaction	5	5 212	4 322
Autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net		6	5
Dérivés	6	9 009	3 267
Prêts et avances à des banques		1 087	1 169
Prêts et avances à des clients		63 644	61 922
Prises en pension à des fins autres que de transaction		6 523	6 269
Placements financiers	7	23 262	23 645
Autres actifs	8	7 210	1 580
Paiements anticipés et produits à recevoir		285	241
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations		4 461	3 500
Actifs d'impôt exigible		28	26
Immobilisations corporelles		338	339
Goodwill et immobilisations incorporelles		159	155
Actifs d'impôt différé		82	62
Total de l'actif		125 474	106 571
Passif et capitaux propres			
Passif			
Dépôts effectués par des banques		3 978	1 036
Comptes des clients		65 451	62 889
Mises en pension à des fins autres que de transaction		8 151	7 098
Effets en transit vers d'autres banques		293	225
Passifs détenus à des fins de transaction	9	2 907	2 296
Dérivés	6	9 334	3 431
Titres de créance émis	10	16 615	14 594
Autres passifs	11	5 850	3 384
Acceptations		4 474	3 505
Charges à payer et produits différés		451	600
Passifs au titre des prestations de retraite		244	265
Créances subordonnées		1 033	1 033
Provisions		57	41
Passifs d'impôt exigible		24	65
Total du passif		118 862	100 462
Capitaux propres			
Actions ordinaires		1 725	1 225
Actions privilégiées		1 100	1 100
Autres réserves		135	39
Résultats non distribués		3 652	3 745
Total des capitaux propres attribuable à l'actionnaire		6 612	6 109
Total du passif et des capitaux propres		125 474	106 571

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États financiers consolidés (non audité)

Tableau consolidé des flux de trésorerie

	Trimestre clos le	
	31 mars 2020	31 mars 2019
	M\$	M\$
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	79	229
Ajustements pour tenir compte des éléments sans effets sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	28	23
Charges au titre des paiements fondés sur des actions	3	4
Variation des pertes de crédit attendues	140	(12)
Charge au titre des régimes de retraite à prestations définies	4	4
Variations des actifs et des passifs d'exploitation		
Variation des paiements anticipés et produits à recevoir	(44)	(98)
Variation du montant net des titres détenus à des fins de transaction et des dérivés	110	(430)
Variation des prêts et avances à des clients	(1 832)	1 354
Variation des prises en pension à des fins autres que de transaction	(216)	(240)
Variation des autres actifs	(6 623)	(3 075)
Variation des charges à payer et des produits différés	(149)	(121)
Variation des dépôts effectués par des banques	2 942	76
Variation des comptes des clients	2 562	(769)
Variation des mises en pension à des fins autres que de transaction	1 053	1 621
Variation des titres de créance émis	2 021	636
Variation des autres passifs	3 419	2 969
Impôt payé	(90)	(35)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation	3 407	2 136
Achat de placements financiers	(2 999)	(3 637)
Produit de la vente et de l'arrivée à échéance de placements financiers	3 295	2 437
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(19)	(18)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	277	(1 218)
Émission d'actions ordinaires	500	—
Dividendes versés à l'actionnaire	(172)	(140)
Remboursements de capital sur les contrats de location	(14)	(11)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	314	(151)
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	3 998	767
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	1 357	1 333
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	5 355	2 100
La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent :		
Trésorerie et soldes détenus dans les banques centrales	4 159	57
Effets en cours de compensation auprès d'autres banques et effets en transit vers d'autres banques	(284)	(150)
Prêts et avances à des banques – un mois ou moins	1 087	1 011
Prises en pension auprès de banques à des fins autres que de transaction – un mois ou moins	360	688
Bons du Trésor et certificats de dépôt – trois mois ou moins	33	494
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	5 355	2 100
Intérêts :		
Intérêts payés	(407)	(367)
Intérêts reçus	627	582

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

État consolidé des variations des capitaux propres

	Autres réserves					
	Capital- actions ¹	Résultats non distribués	Réserve	Réserve de	Total des autres réserves	Total des capitaux propres
			pour actifs financiers à la JVAERG	couverture des flux de trésorerie		
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Au 1^{er} janv. 2020	2 325	3 745	36	3	39	6 109
Bénéfice de la période	—	66	—	—	—	66
Autres éléments du résultat global, après impôt	—	14	(64)	160	96	110
– instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	(61)	—	(61)	(61)
– instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	(3)	—	(3)	(3)
– couvertures de flux de trésorerie	—	—	—	160	160	160
– réévaluations de régimes à prestations définies	—	14	—	—	—	14
Résultat global total pour la période	—	80	(64)	160	96	176
Dividendes sur les actions ordinaires	—	(160)	—	—	—	(160)
Dividendes sur les actions privilégiées	—	(12)	—	—	—	(12)
Émission d'actions ordinaires	500	—	—	—	—	500
Actions émises aux termes du régime de rémunération et d'achat d'actions du personnel	—	(1)	—	—	—	(1)
Au 31 mars 2020	2 825	3 652	(28)	163	135	6 612

	Autres réserves					
	Capital- actions ¹	Résultats non distribués	Réserve	Réserve de	Total des autres réserves	Total des capitaux propres
			pour actifs financiers à la JVAERG	couverture des flux de trésorerie		
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Au 1^{er} janv. 2019	2 075	3 619	(93)	(18)	(111)	5 583
Bénéfice de la période	—	167	—	—	—	167
Autres éléments du résultat global, après impôt	—	(11)	74	43	117	106
– instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	74	—	74	74
– instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	—	—	—	—
– couvertures de flux de trésorerie	—	—	—	43	43	43
– réévaluations de régimes à prestations définies	—	(11)	—	—	—	(11)
Résultat global total pour la période	—	156	74	43	117	273
Apport réputé	—	13	—	—	—	13
Dividendes sur les actions ordinaires	—	(140)	—	—	—	(140)
Dividendes sur les actions privilégiées	—	(9)	—	—	—	(9)
Actions émises aux termes du régime de rémunération et d'achat d'actions du personnel	—	3	—	—	—	3
Au 31 mars 2019	2 075	3 642	(19)	25	6	5 723

¹ Le capital-actions se compose de 1 725 M\$ en actions ordinaires et de 1 100 M\$ en actions privilégiées (1 225 M\$ en actions ordinaires et 850 M\$ en actions privilégiées au 31 mars 2019).

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

1 Base d'établissement et principales méthodes comptables

La Banque HSBC Canada (la « banque », « nous », « notre », « nos ») est une filiale en propriété exclusive indirecte de HSBC Holdings plc (la « société mère », « HSBC Holdings », le « Groupe HSBC »). Dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires (les « états financiers »), le Groupe HSBC désigne la société mère et ses filiales.

a) Conformité aux Normes internationales d'information financière

Les états financiers consolidés ont été établis conformément à la norme comptable internationale (International Accounting Standard, ou « IAS ») 34 *Information financière intermédiaire* qu'a publiée l'International Accounting Standards Board (« IASB ») et doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels audités de la banque pour l'exercice 2019. Ces derniers ont été établis selon les Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards, ou « IFRS ») et en tenant compte des notes d'orientation concernant la comptabilité publiées par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (le « BSIF »), conformément aux dispositions du paragraphe 308(4) de la *Loi sur les banques*, qui prévoit qu'à moins d'indication contraire du BSIF, les états financiers consolidés doivent être dressés conformément aux IFRS.

b) Changements comptables à venir

Les changements comptables à venir sont décrits à la note 1 c) des états financiers consolidés annuels de 2019, lesquels figurent dans le Rapport et états financiers 2019 de la banque.

c) Présentation de l'information

Les états financiers consolidés de la banque sont présentés en dollars canadiens, qui constituent par ailleurs la monnaie fonctionnelle de la banque. L'abréviation « M\$ » désigne des millions de dollars. Tous les montants des tableaux sont en millions de dollars, sauf indication contraire.

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

d) Estimations et hypothèses comptables critiques

La préparation de l'information financière exige le recours à des estimations et au jugement concernant des événements futurs. En raison des incertitudes et de la large part de subjectivité inhérentes à la comptabilisation et à l'évaluation des éléments énumérés ci-après, les résultats constatés dans les périodes de présentation de l'information à venir pourraient ne pas correspondre aux hypothèses retenues par la direction pour produire ses estimations. Ainsi, les estimations et jugements pourraient différer considérablement des estimations et jugements retenus par la direction aux fins de l'établissement des états financiers consolidés. La liste des méthodes comptables de la banque qui, de l'avis de la direction, font appel aux estimations et jugements critiques est présentée ci-après et analysée à la rubrique « Estimations comptables et jugements critiques » du rapport de gestion qui figure dans le Rapport et états financiers 2019 de la banque. La liste rend compte de l'importance relative des éléments auxquels s'appliquent les méthodes et de la grande part de jugement qui est nécessaire ainsi que de l'incertitude relative aux estimations.

- Pertes de crédit attendues
- Évaluation des instruments financiers
- Impôt sur le résultat et actifs d'impôt différé
- Obligations au titre des prestations définies

e) Consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers consolidés de la banque et ceux de ses filiales au 31 mars 2020. La méthode adoptée par la banque pour consolider ses filiales est décrite à la note 2 a) de ses états financiers consolidés annuels pour l'exercice 2019, qui sont présentés dans son *Rapport et états financiers annuels 2019*.

f) Principales méthodes comptables

Il n'y a eu aucun changement significatif aux principales méthodes comptables de la banque qui sont présentées à la note 2 a) à r) des états financiers consolidés annuels de 2019 du Rapport et états financiers 2019 de la banque.

2 Produits de commissions nets

Produits de commissions nets par secteur d'activité mondial

	Trimestre clos le							
	31 mars 2020				31 mars 2019			
	Services aux entreprises M\$	Services bancaires internationaux et marchés M\$	Services bancaires de détail et gestion de patrimoine M\$	Total M\$	Services aux entreprises M\$	Services bancaires internationaux et marchés M\$	Services bancaires de détail et gestion de patrimoine M\$	Total M\$
Services à l'égard des comptes	10	2	4	16	10	2	3	15
Produits de courtage	—	—	4	4	—	—	2	2
Cartes	5	—	13	18	5	—	10	15
Facilités de crédit	64	14	—	78	57	14	—	71
Fonds sous gestion	—	—	48	48	—	—	45	45
Importations/exportations	2	—	—	2	3	—	—	3
Commissions d'agence d'assurance	—	—	1	1	—	—	1	1
Autres	9	4	1	14	6	4	2	12
Services de paiement	6	2	1	9	5	2	1	8
Prise ferme	1	10	—	11	—	7	—	7
Produits de commissions	97	32	72	201	86	29	64	179
Moins les charges de commissions	(4)	(2)	(17)	(23)	(3)	(3)	(17)	(23)
Produits de commissions nets	93	30	55	178	83	26	47	156

3 Rémunération et avantages du personnel

Le poste « Rémunération et avantages du personnel » englobe, comme suit, les éléments du coût périodique net des prestations liées aux régimes de retraite et aux autres avantages postérieurs à l'emploi de la banque.

	Trimestre clos le	
	31 mars 2020 M\$	31 mars 2019 M\$
Régimes à prestations définies	6	6
– régimes de retraite	4	4
– régimes autres que de retraite	2	2
Régimes de retraite à cotisations définies	10	10
Total	16	16

Une réévaluation du passif net au titre des prestations définies a eu lieu conformément à la méthode comptable de la banque décrite à la page 81 du *Rapport et états financiers annuels 2019*.

4 Analyse sectorielle

La banque gère ses activités et en déclare les résultats en fonction de quatre secteurs d'activité : trois secteurs d'activité mondiaux et un centre général. Les trois secteurs d'activité mondiaux sont les services aux entreprises, les services bancaires internationaux et marchés, et les services bancaires de détail et gestion de patrimoine. Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées afin de préparer les informations financières des secteurs d'activité. Les charges qui sont expressément engagées pour générer des produits sont attribuées aux secteurs d'activité qui ont réalisé les produits connexes. Les autres charges, tels les frais généraux, sont imputées au moyen de formules appropriées. Les produits d'intérêts nets des secteurs d'activité reflètent les charges de financement en interne et les crédits relatifs aux actifs, aux passifs et au capital des secteurs d'activité mondiaux, aux taux du marché, ce qui tient compte des modalités pertinentes. La compensation de l'incidence nette de ces charges et crédits est prise en compte dans les montants affectés au centre général.

Bénéfice de la période

	Trimestre clos le									
	31 mars 2020					31 mars 2019				
	Services aux entreprises	Services bancaires internationaux et marchés	Services bancaires de détail et gestion de patrimoine	Centre général	Total	Services aux entreprises	Services bancaires internationaux et marchés	Services bancaires de détail et gestion de patrimoine	Centre général	Total
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	151	33	125	9	318	151	24	126	22	323
Produits de commissions nets	93	30	55	—	178	83	26	47	—	156
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	10	—	10	6	26	9	30	8	1	48
Autres produits	1	—	3	20	24	1	—	3	14	18
Total du résultat d'exploitation	255	63	193	35	546	244	80	184	37	545
Variations des pertes de crédit attendues et autres charges de dépréciation – (charge)/reprise	(117)	(14)	(9)	—	(140)	14	(1)	(1)	—	12
Résultat d'exploitation net	138	49	184	35	406	258	79	183	37	557
– externe	158	44	169	43	414	274	78	168	37	557
– intersectoriel	(20)	5	15	(8)	(8)	(16)	1	15	—	—
Total des charges d'exploitation	(101)	(42)	(167)	(17)	(327)	(101)	(40)	(176)	(11)	(328)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	37	7	17	18	79	157	39	7	26	229

Données tirées du bilan

	Services aux entreprises	Services bancaires internationaux et marchés	Services bancaires de détail et gestion de patrimoine	Centre général	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Au 31 mars 2020					
Prêts et avances à des clients	28 889	5 040	29 715	—	63 644
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	2 566	1 883	12	—	4 461
Total de l'actif externe	32 691	29 725	30 423	32 635	125 474
Comptes des clients	21 980	5 882	35 559	2 030	65 451
Acceptations	2 576	1 886	12	—	4 474
Total du passif externe	25 821	26 549	37 701	28 791	118 862
Au 31 déc. 2019					
Prêts et avances à des clients	28 240	4 178	29 504	—	61 922
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	1 978	1 510	12	—	3 500
Total de l'actif externe	31 371	18 531	30 078	26 591	106 571
Comptes des clients	21 019	5 437	34 123	2 310	62 889
Acceptations	1 982	1 511	12	—	3 505
Total du passif externe	24 284	17 181	36 212	22 785	100 462

5 Actifs détenus à des fins de transaction

	Note	Au	
		31 mars 2020 M\$	31 déc. 2019 M\$
Titres de créance			
– obligations des gouvernements fédéral et provinciaux du Canada	1	4 084	3 496
– bons du Trésor et autres lettres de change admissibles		849	464
– autres titres de créance		279	362
À la clôture de la période		5 212	4 322
Actifs détenus à des fins de transaction			
– qui ne peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		2 665	2 170
– qui peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		2 547	2 152
À la clôture de la période		5 212	4 322

1 Y compris les obligations garanties par un gouvernement.

6 Dérivés

Pour une description détaillée des types de dérivés, de leur utilisation et des méthodes comptables, il y a lieu de se reporter aux notes 2 et 12 du *Rapport et états financiers annuels 2019* de la banque.

Montants notionnels des contrats et juste valeur des dérivés par type de contrat détenu

	Montants notionnels des contrats ¹		Juste valeur – Actifs			Juste valeur – Passifs		
	Détenus à des fins de transaction	Comptabilité de couverture	Détenus à des fins de transaction	Comptabilité de couverture	Total	Détenus à des fins de transaction	Comptabilité de couverture	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Contrats de change	178 738	372	4 386	–	4 386	4 338	43	4 381
Contrats sur taux d'intérêt	404 174	24 443	4 360	263	4 623	4 303	650	4 953
Contrats sur marchandises	4	–	–	–	–	–	–	–
Au 31 mars 2020	582 916	24 815	8 746	263	9 009	8 641	693	9 334
Contrats de change	148 681	958	1 562	–	1 562	1 529	58	1 587
Contrats sur taux d'intérêt	393 562	26 860	1 588	117	1 705	1 620	224	1 844
Contrats sur marchandises	10	–	–	–	–	–	–	–
Au 31 déc. 2019	542 253	27 818	3 150	117	3 267	3 149	282	3 431

1 Les montants notionnels des contrats des dérivés détenus à des fins de transaction et des dérivés désignés dans des relations de comptabilité de couverture indiquent la valeur nominale des transactions en cours à la date de clôture. Ils ne représentent pas des montants à risque.

Dérivés utilisés dans le cadre de relations de couverture

Instrument de couverture de la juste valeur selon le risque couvert

	Au					
	31 mars 2020			31 déc. 2019		
	Montant notionnel	Valeur comptable		Montant notionnel	Valeur comptable	
		Actifs	Passifs		Actifs	Passifs
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Risque de taux d'intérêt	14 248	45	648	14 452	72	180
Total	14 248	45	648	14 452	72	180

Instrument de couverture des flux de trésorerie selon le risque couvert

	Au					
	31 mars 2020			31 déc. 2019		
	Montant notionnel	Valeur comptable		Montant notionnel	Valeur comptable	
		Actifs	Passifs		Actifs	Passifs
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Risque de change	372	–	43	958	–	58
Risque de taux d'intérêt	10 195	218	2	12 408	44	44
Total	10 567	218	45	13 366	44	102

Notes annexes (non audité)

7 Placements financiers

Valeur comptable des placements financiers

	Note	Au	
		31 mars 2020	31 déc. 2019
		M\$	M\$
Titres de créance		23 247	23 625
– obligations des gouvernements fédéral et provinciaux du Canada	1	14 596	14 577
– obligations de gouvernements étrangers	1	2 954	3 326
– autres titres de créance émis par des banques et d'autres institutions financières		4 483	4 105
– bons du Trésor et autres lettres de change admissibles		1 214	1 617
Titres de capitaux propres		15	20
À la clôture de la période		23 262	23 645
Placements financiers		23 262	23 645
– qui ne peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		20 006	20 083
– qui peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		3 256	3 562

1 Y compris les obligations garanties par un gouvernement.

8 Autres actifs

	Au	
	31 mars 2020	31 déc. 2019
	M\$	M\$
Débiteurs et autres sommes à recevoir	532	350
Comptes de règlement	4 181	710
Garantie en trésorerie	2 482	510
Autres	15	10
À la clôture de la période	7 210	1 580

9 Passifs détenus à des fins de transaction

	Au	
	31 mars 2020	31 déc. 2019
	M\$	M\$
Positions vendeur nettes dans les titres	2 907	2 296
À la clôture de la période	2 907	2 296

10 Titres de créance émis

	Au	
	31 mars 2020	31 déc. 2019
	M\$	M\$
Obligations et billets à moyen terme	9 885	11 091
Obligations sécurisées	2 460	2 266
Instruments du marché monétaire	4 270	1 237
À la clôture de la période	16 615	14 594

Durée résiduelle

	Au	
	31 mars 2020	31 déc. 2019
	M\$	M\$
Moins de un an	6 909	4 018
De 1 an à 5 ans	9 631	10 452
De 5 à 10 ans	75	124
À la clôture de la période	16 615	14 594

11 Autres passifs

	Note	Au	
		31 mars 2020	31 déc. 2019
		M\$	M\$
Prêts hypothécaires vendus avec recours		1 827	1 715
Obligations locatives		264	258
Créditeurs		230	256
Comptes de règlement		2 096	915
Garantie en trésorerie		127	211
Titres de créance	1	1 268	—
Autres		27	18
Passif au titre des paiements fondés sur des actions		11	11
À la clôture de la période		5 850	3 384

1 Au cours du trimestre, la banque a conclu deux conventions d'emprunt avec le Groupe HSBC, laquelle constitue une transaction entre parties liées. Il y a lieu de se reporter à la note 29 pour des renseignements supplémentaires sur les transactions entre parties liées dans le Rapport et états financiers annuels 2019.

12 Juste valeur des instruments financiers

Les méthodes comptables, le cadre de contrôle et la hiérarchie utilisés pour déterminer les justes valeurs au 31 mars 2020 sont les mêmes que ceux appliqués dans le Rapport et états financiers annuels 2019.

Instruments financiers comptabilisés à la juste valeur et selon diverses bases d'évaluation

	Techniques d'évaluation			Total M\$
	Niveau 1 : Cours du marché M\$	Niveau 2 : Données observables M\$	Niveau 3 : Données non observables importantes M\$	
Évaluations récurrentes à la juste valeur				
Au 31 mars 2020				
Actifs				
Actifs détenus à des fins de transaction	5 022	189	1	5 212
Autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	—	6	—	6
Dérivés	—	9 009	—	9 009
Placements financiers	23 247	15	—	23 262
Passifs				
Passifs détenus à des fins de transaction	2 868	39	—	2 907
Dérivés	—	9 334	—	9 334
Au 31 déc. 2019				
Actifs				
Actifs détenus à des fins de transaction	4 257	65	—	4 322
Autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	—	5	—	5
Dérivés	—	3 267	—	3 267
Placements financiers	23 612	33	—	23 645
Passifs				
Passifs détenus à des fins de transaction	2 286	10	—	2 296
Dérivés	—	3 431	—	3 431

Transferts entre les niveaux 1 et 2 de la hiérarchie des justes valeurs

	Actifs		Passifs	
	Actifs détenus à des fins de transaction M\$	Placements financiers M\$	Passifs détenus à des fins de transaction M\$	
Trimestre clos le 31 mars 2020				
Transfert du niveau 1 au niveau 2	25	—	53	
Transfert du niveau 2 au niveau 1	—	12	—	
Trimestre clos le 31 mars 2019				
Transfert du niveau 1 au niveau 2	11	33	—	
Transfert du niveau 2 au niveau 1	4	276	1	

Notes annexes (non audité)

Des transferts d'un niveau à un autre de la hiérarchie de la juste valeur sont réputés se produire à chaque date de clôture. Les transferts entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur résultent essentiellement de l'observabilité des données d'entrée et de la transparence des prix.

Juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur

Les bases d'évaluation de la juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur sont décrites aux pages 107 et 108 du *Rapport et états financiers annuels 2019*.

Juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur

	Note	Au			
		31 mars 2020		31 déc. 2019	
		Valeur comptable M\$	Juste valeur M\$	Valeur comptable M\$	Juste valeur M\$
Actif					
Prêts et avances à des clients	1	63 644	63 748	61 922	61 917
Passif					
Comptes des clients		65 451	65 734	62 889	63 166
Titres de créances émis		16 615	17 143	14 594	14 722
Créances subordonnées		1 033	1 002	1 033	1 030

1 Prêts et avances à des clients propres au Canada : valeur comptable de 59 810 M\$ et juste valeur de 59 908 M\$.

Les autres instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur sont, de par leur nature, à court terme et leur prix est souvent révisé pour correspondre aux taux courants du marché. Par conséquent, la valeur comptable de ces instruments constitue une estimation raisonnable de la juste valeur.

13 Actions en justice et litiges de nature réglementaire

Dans le cadre normal de ses activités, il est possible que la banque soit engagée dans un certain nombre d'actions en justice ou de litiges de nature réglementaire. De l'avis de la banque, les conséquences de telles procédures, dans l'ensemble, ne devraient pas avoir d'incidence importante sur la situation financière consolidée de la banque ni sur son état consolidé du résultat net.

14 Événements postérieurs à la date de clôture

Le 24 avril 2020, la banque a déclaré, pour le deuxième trimestre de 2020, des dividendes trimestriels réguliers sur toutes ses séries d'actions privilégiées de catégorie 1, dividendes qui seront versés, conformément à leurs modalités et de la façon habituelle, le 30 juin 2020 ou le premier jour ouvrable suivant, à l'actionnaire inscrit le 15 juin 2020. Puisque les dividendes sur les actions privilégiées pour le deuxième trimestre de 2020 ont été déclarés après le 31 mars 2020, leur montant n'a pas été inscrit au passif du bilan de la banque.

La manière dont évolue la situation liée à la COVID-19 après le 31 mars 2020, y compris la variation des prix du pétrole en avril 2020, pourrait avoir une incidence sur l'évaluation des actifs et des passifs de la banque, ainsi que sur la répartition des expositions en fonction des stades au sein de ses portefeuilles de prêts et sur la correction de valeur pour pertes de crédit attendues correspondante. Les modifications aux conditions économiques et aux conditions de marché pourraient également avoir une incidence sur la juste valeur et la liquidité des instruments financiers. De nombreux programmes ont été mis en place par la Banque du Canada et les gouvernements provinciaux et fédéral afin d'offrir un soutien financier aux pans de l'économie les plus affectés par l'épidémie de la COVID-19. L'étendue de ces programmes d'allègement, la façon dont ils seront administrés et les incidences sur nos clients et sur la banque demeurent incertains. La banque continue de surveiller étroitement la situation, y compris la surveillance régulière de la situation de trésorerie et le niveau de capital.

Il n'y a eu aucun autre événement important après la date de clôture qui devrait être présenté ou faire l'objet d'un ajustement dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires au 31 mars 2020.

Le 24 avril 2020, le conseil d'administration a approuvé ces comptes et leur publication.

Renseignements à l'intention des actionnaires

ADRESSES DES BUREAUX PRINCIPAUX

Vancouver

Banque HSBC Canada
885, West Georgia Street, bureau 300
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V6C 3E9
Tél. : 604-685-1000
Télééc. : 604-641-3098

Toronto

Banque HSBC Canada
70, York Street
Toronto (Ontario)
Canada M5J 1S9

Demandes des médias

Anglais :
416-868-3878
604-641-1905
416-868-8282
Français :
416-868-8282

Site Web

www.hsbc.ca

Réseaux sociaux

Twitter : @HSBC_CA
Facebook : @HSBCCanada
YouTube : HSBC Canada

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Pour toute autre demande de renseignements, il y a lieu de s'adresser au service des relations avec les investisseurs, par écrit :

Banque HSBC Canada
Service des relations avec les investisseurs –
Service des finances
4^e étage
2910, Virtual Way
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V5M 0B2
Courriel : investor_relations@hsbc.ca

Autres ressources HSBC

Gestion globale d'actifs HSBC (Canada) Limitée

1 (888) 390-3333

Fonds d'investissement HSBC (Canada) Inc.

1 (800) 830-8888
www.hsbc.ca/funds

Services de gestion privée de patrimoine HSBC (Canada) Inc.

1 (844) 756-7783

Valeurs mobilières HSBC (Canada) Inc.

1 (800) 760-1180

Pour de plus amples renseignements ou pour connaître l'emplacement de la succursale bancaire de la Banque HSBC Canada la plus près de chez vous, composez le numéro sans frais 1-888-310-4722 ou visitez notre site Internet à l'adresse www.hsbc.ca

Banque HSBC Canada

885 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V6C 3E9
Téléphone: 604-685-1000
www.hsbc.ca